

2015

ÉTUDES DE L'IRSEM

Numéro 37

LES SANCTIONS CONTRE LA RUSSIE ONT-ELLES UN EFFET DISSUASIF ?

Céline MARANGÉ

LES SANCTIONS CONTRE LA RUSSIE ONT-ELLES UN EFFET DISSUASIF ?

Céline MARANGÉ
Chercheur à l'IRSEM

Janvier 2015

Pour citer cette étude :

Céline MARANGÉ, *Les sanctions contre la Russie ont-elles un effet dissuasif ?*, Etude de l'IRSEM n°37, janvier 2015.

■ **DERNIERES ETUDES DE L'IRSEM**

- 36- La stratégie américaine en Afrique
Maya KANDEL (dir.)

- 35- Approche globale et Union européenne : le cas de la corne de l'Afrique
Général de division (2S) Maurice de LANGLOIS (dir.)

- 34- Opinion publique et armées à l'épreuve de la guerre en Afghanistan
Barbara JANKOWSKI

- 33- La puissance russe au Moyen-Orient : Retour ou déclin inéluctable ?
Clément THERME

- 32- Les stratégies du *smart power* américain : Redéfinir le leadership dans un monde post-américain
Maya KANDEL et Maud QUESSARD-SALVAING (dir.)

- 31- L'action extérieure de l'Europe à l'épreuve de l'Égypte et de l'Afrique
Chantal LAVALLEE

- 30- Accès aux espaces communs et grandes stratégies : vers un nouveau jeu mondial
Frédéric RAMEL

- 29- États-Unis : quelle transition stratégique ? La politique de défense sous Obama entre dynamiques internes et évolutions internationales
Maya KANDEL (dir.)

- 28- La Turquie au Moyen-Orient : l'apprentissage de la puissance
Gilles RIAUX (dir.)

- 27- Réflexions sur la crise libyenne
Pierre RAZOUX (dir.)


- 26- Francophonie et profondeur stratégique
Niagalé BAGAYOKO et Frédéric RAMEL (dir.)

- 25- Les défis stratégiques africains : exploration des racines de la conflictualité en Afrique centrale
Amandine GNANGUENON (dir.)


- 24- Les défis stratégiques africains : exploration des racines de la conflictualité en Afrique de l'Est
Amandine GNANGUENON (dir.)

■ PRESENTATION DE L'IRSEM

L'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) a pour mission de promouvoir la recherche sur les questions de défense et d'encourager une nouvelle génération de chercheurs. L'ensemble de ses productions et de ses activités peut être suivi sur son site :

 : www.defense.gouv.fr/irsem

 : <http://tinyurl.com/ke3p8l7>

 : @IRSEM1

 : <http://tinyurl.com/nr8qkz8>

AVERTISSEMENT

Les opinions émises dans ce document n'engagent que leurs auteurs.

Elles ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère de la Défense.

■ BIOGRAPHIE

Céline Marangé est chercheur sur la Russie et l'Ukraine à l'Institut de Recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM). Elle a soutenu une thèse de doctorat en science politique à l'Institut d'Études Politiques de Paris en 2010. Avant de rejoindre l'IRSEM, elle a enseigné à Columbia, à Sciences Po et à Harvard. Elle était Fox International Fellow au Macmillan Center for International and Area Studies de l'Université de Yale en 2006-2007. Diplômée des Langues'O, elle est aussi traductrice du russe. Elle a publié deux ouvrages, dont *Le communisme vietnamien, 1919-1991. Construction d'un État-nation entre Moscou et Pékin* (Paris, Presses de Sciences Po, 2012, 612 p.).

celine.marange@defense.gouv.fr

■ SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| DERNIERES ETUDES DE L'IRSEM..... | 3 |
| PRESENTATION DE L'IRSEM..... | 4 |
| BIOGRAPHIE | 5 |
| SOMMAIRE | 6 |
| SYNTHESE | 8 |
| ETUDE | 10 |
| LES SANCTIONS EUROPEENNES ET AMERICAINES | 10 |
| Une tonalité différente | 11 |
| Un même mode opératoire | 11 |
| La levée des sanctions : quelles conditions ? | 12 |
| DES EFFETS DESTRUCTEURS SUR L'ECONOMIE RUSSE | 14 |
| Une réduction des revenus de l'État..... | 14 |
| Une diminution des échanges | 15 |
| Une baisse du pouvoir d'achat | 17 |
| DES EFFETS DESTABILISATEURS SUR LE REGIME..... | 18 |
| Vers un accaparement des ressources de l'État ? | 19 |
| Vers un retour à des logiques de prédation ? | 20 |
| Les appels des économistes en faveur d'une libéralisation | 21 |
| LES OBJECTIFS MANQUES DU KREMLIN | 23 |
| Défendre la sphère d'influence russe | 23 |
| Prévenir toute contagion révolutionnaire | 26 |
| Préserver les intérêts économiques russes..... | 28 |

| | |
|---|-----------|
| L'UKRAINE, POINT AVEUGLE DE LA STRATEGIE RUSSE ? | 30 |
| Le risque d'un enlèvement militaire | 30 |
| Le péril d'une crise humanitaire | 35 |
| La menace nationaliste en Russie | 36 |
| LES MOYENS DE PRESSION DE LA RUSSIE..... | 37 |
| Le hard power et les démonstrations de force | 37 |
| Le soft power et la force de nuisance | 38 |
| Les limites de l'atout énergétique | 39 |
| QUE FAIRE ?..... | 41 |
| POUR ALLER PLUS LOIN..... | 43 |

Les sanctions contre la Russie ont-elles un effet dissuasif ?

Céline Marangé
Chercheur à l'IRSEM

Depuis l'annexion de la Crimée, en mars 2014, la Russie a été l'objet de plusieurs vagues de sanctions. Décidée le 12 septembre 2014, la dernière faisait suite à l'entrée de troupes et de véhicules blindés russes en Ukraine. Les sanctions européennes et américaines visent à isoler la Russie sur la scène internationale, à affaiblir le système de pouvoir du Président Poutine en touchant son entourage proche, et à porter atteinte aux sources de revenus de l'État russe en ciblant le secteur énergétique, le secteur bancaire et financier et l'industrie de la défense.

Conjuguées à une baisse soudaine et continue du cours du pétrole, les sanctions occidentales ont aggravé les difficultés économiques que la Russie rencontrait depuis la crise financière mondiale de 2008. Le budget et la balance commerciale dépendant étroitement de la capacité des grandes compagnies énergétiques russes à exporter du gaz et du pétrole, l'État russe voit ses ressources s'effondrer et ses réserves fondre. L'économie russe traverse une situation périlleuse, ce dont témoigne la dégradation des principaux indicateurs macro-économiques. Le rouble a subi une forte dépréciation par rapport aux devises de référence, perdant près de 50% de sa valeur vis-à-vis du dollar et de l'euro en quelques mois. La dévaluation de la monnaie nationale renforce le poids de la dette et fragilise les grandes compagnies russes, qui sont, pour certaines, très endettées. Par ailleurs, la réorientation des intérêts économiques en Asie, promise au printemps 2014, s'avère moins prometteuse que prévu. La Chine ne constitue pas un marché de substitution pour les hydrocarbures russes. En plus des effets économiques, les sanctions ont des effets politiques. L'annexion de la Crimée a modifié l'équilibre des forces au sein de l'establishment russe. Elle a renforcé le camp des « siloviki », les représentants des principales structures de force, tout en avivant leurs dissensions. Ces tensions politiques entravent la recherche d'un consensus au plus haut niveau de l'État. Elles empêchent l'élaboration d'une politique budgétaire cohérente, adaptée aux défis du moment. La baisse des dépenses publiques ne suffira pas à tirer le pays de la récession, d'autant que les sanctions s'accompagnent d'une fuite massive des capitaux et d'une crise de confiance des milieux d'affaire et qu'elles donnent lieu à des logiques de prédation et de privatisation des ressources de l'État.

Les sanctions occidentales ont d'ores et déjà des effets destructeurs sur l'économie et le régime russes. Sont-elles pour autant dissuasives ? On observe, à cet égard, des signes contradictoires, donnant de prime abord l'impression d'une politique erratique, qu'il s'agit de décrypter. Le Kremlin assignait plusieurs objectifs à l'annexion de la Crimée. Il a remporté un franc succès politique, en renforçant son assise et sa popularité à l'intérieur du pays, mais il a essuyé un cuisant échec sur les plans économique et stratégique. Les dirigeants russes ont commis plusieurs fautes d'appréciation. Ils ont notamment sous-estimé le degré de cohésion et la capacité de réaction des « Occidentaux », ainsi que leur attachement au droit international et aux principes de sécurité collective en Europe. Ces fausses perceptions, ajoutées à des convictions idéologiques, les ont

conduits à prendre des décisions précipitées. *A posteriori* l'escalade de la violence dans l'Est de l'Ukraine, qui, d'après le témoignage d'acteurs russes directement concernés, a été organisée par les services secrets russes, apparaît comme une erreur stratégique majeure. Non seulement elle a entraîné un renforcement des sanctions, mais elle porte atteinte aux positions géopolitiques de la Russie en Europe et implique des risques de déstabilisation en Russie. Or le Président russe a atteint un point de non retour. Il a engagé son pays dans un processus de radicalisation et d'auto-isollement dont il est désormais lui-même en partie prisonnier pour des raisons de politique interne.

Isolé sur la scène internationale, écartelé entre différents groupes d'intérêts, confronté à des défis économiques d'envergure et à des incertitudes militaires majeures, le régime russe voit sa marge de manœuvre se réduire. Pour faire valoir ses vues et défendre ses intérêts, il dispose de plusieurs leviers de pression qui, tous, comportent des risques politiques pour l'Ukraine et les pays européens. L'étude présente et discute chacun de ces paramètres, lesquels peuvent permettre à la France et à l'Europe d'imaginer des possibilités d'action susceptibles de dénouer cette crise.

■ ETUDE

Les sanctions contre la Russie ont-elles un effet dissuasif ?

Depuis l'annexion de la Crimée, en mars 2014, la Russie a été l'objet de plusieurs vagues de sanctions. Décidée le 12 septembre 2014, la dernière fait suite à l'entrée de troupes et de véhicules blindés russes en Ukraine à la fin du mois d'août. Après d'intenses combats en septembre, les dirigeants russes ont donné des gages d'apaisement en octobre. En novembre 2014, les affrontements et les infiltrations de troupes régulières russes ont repris. Ces nouvelles manœuvres visent-elles à exercer une pression militaire de façon à entamer des négociations en position de force ou trahissent-elles une tactique plus offensive destinée à déstabiliser l'Ukraine au moyen d'une guerre hybride, voire à préparer une invasion massive ? Quels sont désormais les objectifs des dirigeants russes en Ukraine : cherchent-ils seulement à affirmer la prééminence russe sur ce qu'ils considèrent comme une zone d'influence exclusive ? Ont-ils pour projet d'ouvrir un corridor terrestre qui relierait la Russie à la Crimée en longeant la mer d'Azov, ou de fonder une entité englobant les terres de l'Est et du Sud de l'Ukraine, connues sous le nom de Novorossia (Nouvelle Russie) au temps des tsars ? Avant de démêler l'écheveau de la crise ukrainienne et de tenter de cerner les intentions de Moscou, sans doute faut-il évaluer l'impact économique et socio-politique des sanctions prises par les pays occidentaux à l'encontre de la Russie. Conjugées à la baisse soudaine du cours du pétrole, les sanctions entraînent une réduction des ressources de l'État et une détérioration marquée de la situation financière du pays. Elles ébranlent les fondements du contrat social et altèrent les rapports de pouvoir au sein de l'establishment russe. Ont-elles pour autant l'effet dissuasif recherché sur le Président Poutine et son entourage ? De quelle latitude disposent-ils sur le plan intérieur ? Quels moyens de pression peuvent-ils activer sur le plan international pour obtenir une levée ou un assouplissement des sanctions ?

■ LES SANCTIONS EUROPEENNES ET AMERICAINES

Depuis plusieurs années, les sanctions économiques et financières constituent un moyen d'action privilégié, tant en Europe qu'aux États-Unis. Le Président Obama répugne à recourir à des interventions militaires et à autoriser des opérations secrètes¹. L'Union européenne (UE) a peu d'instruments de coercition autres que les sanctions à sa disposition, même si sa politique de défense s'est beaucoup développée depuis 10 ans². Le Traité de Lisbonne, signé en décembre 2007, a étendu et précisé le rôle de la Politique de Sécurité et de Défense Commune (PSDC) qui comporte une clause d'aide et d'assistance mutuelle, stipulant qu'« au cas où un État membre serait l'objet d'une agression armée sur son territoire, les autres États membres lui doivent aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir, conformément à l'article 51 de la Charte des Nations Unies »³. Cette clause est plus contraignante que l'article V de l'OTAN, mais elle ne peut pas être mise en œuvre,

¹ Annie Lowrey, « [Aiming Financial Weapons From Treasury War Room](#) », *The New York Times*, 3 juin 2014.

² Général de Langlois, Andreas Capstack, *The Role of the Military in the EU's External Action: Implementing the Comprehensive Approach*, Laboratoire de l'Institut de Recherche stratégique de l'École militaire, n°23, 2014, 43 p.

³ Cf. les fiches sur « [l'Europe de la Défense](#) » disponibles sur le site du ministère français de la Défense.

l'UE ne possédant pas de force d'intervention propre. L'OTAN continue de garantir la défense collective des pays de l'UE. Avant de s'interroger sur l'efficacité des sanctions prises à l'encontre de la Russie, commençons par circonscrire leurs visées et par préciser dans quel cas de figure elles sont susceptibles d'être assouplies, suspendues ou annulées.

Une tonalité différente

L'UE et les États-Unis ont adopté des sanctions contre la Russie en réaction à plusieurs événements : l'absorption de la Crimée par la Fédération de Russie en mars 2014, le soutien actif apporté par Moscou au mouvement séparatiste pro-russe dans l'Est de l'Ukraine au printemps, le crash de l'avion de ligne de Malaysia Airlines, abattu le 17 juillet par un tir de missile BUK, et l'entrée de troupes régulières russes en territoire ukrainien à partir du mois d'août. L'annexion de la Crimée contrevient au droit international qui prône l'intangibilité des frontières et viole le mémorandum de Budapest par lequel l'Ukraine a accepté, le 5 décembre 1994, de rendre à la Russie les armes nucléaires soviétiques conservées sur son sol, en échange de garanties sur sa sécurité et de la reconnaissance de son indépendance et de l'inviolabilité de ses frontières⁴. Les États-Unis et la Grande-Bretagne étant, avec la Russie et l'Ukraine, signataires de ce mémorandum, ils sont tenus de le faire respecter. S'ils s'accordent sur le diagnostic et le mode d'action, Bruxelles et Washington n'assignent pas la même finalité aux sanctions.

D'après le document cadre de l'UE qui régit leur usage, les sanctions servent à promouvoir les objectifs de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), que sont la paix, la démocratie, le renforcement de l'État de droit et le respect du droit international et des droits de l'homme. Elles s'accompagnent d'un dialogue politique et s'inscrivent dans une approche globale. Officiellement, elles ne visent pas à punir, mais à inciter le pays considéré (ou l'entité désignée) à infléchir sa position et à changer de politique⁵. Les États-Unis prennent moins de précautions de langage dans la caractérisation du problème et la définition des sanctions. Le Département d'État américain estime que la Russie constitue aujourd'hui « une menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité nationale et la politique étrangère des États-Unis ». Il assigne plusieurs fonctions aux sanctions : punir les dirigeants russes, les dissuader de déstabiliser davantage la région et les persuader de changer de politique en se retirant entièrement de l'Ukraine. Il se déclare, par ailleurs, prêt à « accroître constamment le coût diplomatique et financier des actions agressives de la Russie à l'encontre de l'Ukraine »⁶.

Un même mode opératoire

Concrètement, les sanctions européennes et américaines visent à isoler la Russie sur la scène internationale, à affaiblir le système de pouvoir du Président Poutine en touchant son entourage proche, et à porter atteinte aux sources de revenus de l'État russe en ciblant le secteur énergétique, le secteur bancaire et financier et l'industrie de la défense. Par bien des aspects, ces mesures rappellent les sanctions prises à l'encontre de l'Iran à partir de 2006 pour contraindre les dirigeants

⁴ Le mémorandum de Budapest, signé le 5 décembre 1994 est disponible sur le site des Nations Unies : « [Memorandum on Security Assurances in Connection with Ukraine's Accession to the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons](#) ».

⁵ Cf. la fiche sur « [les mesures restrictives de l'Union européenne](#) », mise en ligne sur le site du Conseil de l'UE.

⁶ Cf. le document intitulé « [Ukraine and Russia Sanctions](#) » sur le site du Département d'État américain.

iraniens à renoncer au programme d'enrichissement de l'uranium qu'ils avaient initié⁷. Les sanctions de l'UE se déclinent dans plusieurs domaines⁸. L'UE a interdit tout investissement européen en Crimée dans le domaine des transports, de l'énergie et des télécommunications ; elle a aussi banni les importations en provenance de Crimée, à moins qu'elles ne soient dûment approuvées par les autorités ukrainiennes. Elle a suspendu les sommets en préparation et les négociations en cours avec la Russie, qui se trouve aussi exclue du G8. Elle a pris des mesures restrictives à l'encontre de 28 entités et de 132 citoyens russes et ukrainiens, en gelant leurs avoirs en Europe et en leur fermant les portes des 28 pays membres. Parmi ces personnalités, on compte plusieurs vice-Premiers ministres, des personnalités politiques et des hommes d'affaire de tout premier plan⁹.

L'UE a, de plus, imposé des sanctions économiques à la Russie. Le premier volet concerne le secteur financier. Les entités et les ressortissants des pays de l'UE ne peuvent plus émettre d'obligations ou d'actions, ni octroyer des prêts dont l'échéance est supérieure à 30 jours, à cinq banques d'État russes, ainsi qu'à leurs filiales et à leurs intermédiaires hors de l'UE. Ces mesures financières s'appliquent aussi à trois grandes compagnies énergétiques et à trois entreprises russes de la défense. Le deuxième volet concerne la défense. Le commerce des armes, de matériels connexes et de technologie à usage militaire est soumis à un embargo. À cet égard, il faut rappeler que la Russie est le deuxième exportateur mondial d'armes après les États-Unis et qu'en 2013 l'entreprise d'État russe Rosoboronexport enregistré un chiffre d'affaire de 13,2 milliards de dollars grâce aux ventes d'armes à l'étranger¹⁰. Le troisième volet concerne l'énergie. Les technologies et les biens d'équipement du secteur énergétique sont soumis à de sévères restrictions ; ceux permettant l'exploitation du pétrole de schiste, la prospection et la production pétrolière en eau profonde et dans l'Arctique sont interdits. Les sanctions américaines sont assez semblables dans leurs visées, mais elles ne concernent pas forcément les mêmes entités russes et ukrainiennes. Elles s'appliquent à quatorze entreprises de défense, quatre compagnies énergétiques et six des plus grandes banques russes. D'autres pays, tels le Canada, le Japon et l'Australie, ont adopté des sanctions contre la Russie, notamment dans le domaine financier. Certains, comme la Suisse, ont pris des dispositions financières visant à empêcher le contournement des sanctions.

La levée des sanctions : quelles conditions ?

Pour que les sanctions aient un effet incitatif et dissuasif, et non seulement punitif, il faut que les pays qui y recourent soient en mesure à la fois d'accroître la pression si besoin est, et de mettre fin aux sanctions au moment voulu. Si ces deux conditions ne sont pas réunies, les sanctions peuvent s'avérer contre-productives : contribuer à la radicalisation du régime ciblé ou empêcher la recherche d'un *modus vivendi* et la mise en œuvre d'une politique alternative¹¹. Les documents officiels américains et européens ne précisent pas les conditions de la levée des sanctions. Les États-Unis précisent seulement qu'ils sont disposés, en cas de détérioration de la situation en Ukraine, à

⁷ Fereydoun Khavand, « L'économie iranienne face aux sanctions internationales », dans Firouzeh Nahawandi (dir.), *L'Iran dans le monde*, Paris, L'Harmattan, 2013, pp. 27-37.

⁸ « [Sanctions de l'UE à l'encontre de la Russie concernant la crise en Ukraine](#) » sur le site de l'Union européenne.

⁹ Tableau récapitulatif en russe des personnalités, des compagnies et des banques russes soumises aux sanctions de l'UE, des États-Unis, du Canada et/ou de l'Australie sur le site de Vedomosti : « [Qui est tombé sous le coup des sanctions de qui](#) ». Galerie-photo des citoyens russes concernés par les sanctions [européennes](#) et [américaines](#). Vedomosti est le principal journal d'affaires russe ; il est associé au Financial Times

¹⁰ Allan Smith, Skye Gould, « [This Map Of US And Russian Arms Sales Says It All](#) », *Business Insider*, 13 août 2014 ; « [Russian Arms Exporter Sold \\$13.2Bln in 2013](#) », *Sputnik*, 27 janvier 2014.

¹¹ Eric Lober, « [Get Ready for More Russian Belligerence. Why the Sanctions Might Be Too Effective](#) », *Foreign Affairs*, 7 septembre 2014.

« prendre des mesures additionnelles pour imposer des coûts politiques et économiques supplémentaires », tandis que l'UE se tient « prête à inverser ses décisions et à renouer le dialogue avec la Russie dès lors que cette dernière contribuera activement et sans ambiguïtés à la recherche d'une solution à la crise ukrainienne ». Au-delà de ces nuances de style, trois obstacles sont susceptibles d'entraver l'annulation effective des sanctions : des considérations de politique intérieure ; le manque de coordination entre les organismes responsables des sanctions ; et enfin la réticence du secteur privé à investir dans des pays ou à traiter avec des entreprises ayant été soumises aux sanctions¹². De ce point de vue, l'UE et les États-Unis se trouvent dans des situations assez différentes.

Les sanctions américaines ayant été imposées par le biais d'« ordres exécutifs » du Président Obama, elles pouvaient, dans un premier temps, être suspendues ou renforcées sans trop de difficulté. La situation s'est compliquée quand le Congrès américain a décidé de légiférer en la matière. Deux projets de loi bipartisans ont été mis à l'étude au cours de l'automne 2014. Le premier, intitulé « Ukraine Security Assistance Act of 2014 », doit autoriser le Président américain à « fournir toute l'assistance nécessaire à la protection de la démocratie et de la souveraineté ukrainiennes ». Le second, intitulé « Ukraine Freedom Support Act of 2014 » consiste à fournir une assistance militaire à l'Ukraine, à lui octroyer le statut de « Major Non-Nato Ally » et à renforcer les sanctions contre la Russie¹³. Il a été entériné à l'unanimité, d'abord par la Commission de politique étrangère du Sénat américain, puis par le Sénat américain le 11 décembre 2014¹⁴. Il est à noter que l'administration américaine dispose d'autres moyens pour porter atteinte au régime russe. Elle exercerait des pressions sur certains asiatiques pour les dissuader d'occuper sur le marché russe les niches créées par le retrait des banques et des compagnies américaines et européennes. En décembre 2014, elle a appelé l'ensemble des pays du monde à s'abstenir d'entretenir des relations normales avec la Russie, à la suite à la visite du Président Poutine en Inde, où il était accompagné du dirigeant de la Crimée Sergueï Aksionov¹⁵. S'il recevait l'aval du Sénat américain, contrôlé par les Républicains depuis les élections de mi-mandat de novembre 2014, le président américain pourrait aller jusqu'à interdire aux compagnies énergétiques étrangères investissant en Russie d'accéder au système financier américain¹⁶.

L'UE ne dispose pas des mêmes outils d'influence, ni du même niveau de consensus. L'adoption des sanctions requiert un vote à l'unanimité des 28 pays membres. Négocié par les ambassadeurs des pays membres auprès de l'UE, l'accord est formellement adopté lors d'un sommet européen des chefs d'État et de gouvernement ou bien via une procédure écrite qui permet d'éviter la convocation d'un sommet. Outre la lourdeur administrative, il existe des divergences de vue prononcées entre les pays membres de l'UE au sujet de la crise ukrainienne et de l'attitude à adopter face à la Russie. Cela tient à une combinaison de paramètres, tels que la sensibilité historique, la proximité géographique, les convictions politiques, les intérêts économiques et l'interdépendance énergétique. Les dirigeants russes ne s'y trompent pas et tentent, par divers moyens, d'attiser ces

¹² Peter D. Feaver, Eric Lorber, « [Penalty Box. How Sanctions Traps Policy Makers](#) », *Foreign Affairs*, 6 juin 2014.

¹³ Paul Roderick Gregory, « [A Republican Senate Can Help Send U.S. Weapons to Ukraine](#) », *Forbes*, 10 octobre 2014. L'auteur est Professeur d'économie à l'Université de Houston (Texas, États-Unis) et chercheur à Hoover Institution (Université de Stanford, Californie).

¹⁴ « [Senate Unanimously Passes Corker Legislation to Support Ukraine, Expand Sanctions Against Russia](#) », communiqué mis en ligne, le 11 décembre 2014, sur le Comité des relations étrangères du Sénat américain.

¹⁵ Marina Magaï, « [Les Etats-Unis ont appelé le monde entier à ne pas faire des affaires avec la Russie dans les conditions habituelles](#) », *RosBusinessConsulting (RBK)*, 13 décembre 2014, en russe.

¹⁶ Eric Lober, Elizabeth Rosenberg, « [Don't Mistake Russia for Iran](#) », *Foreign Affairs*, 20 octobre 2014 ; Thomas E. Graham, « [The Dangers of a New Containment](#) », *The National Interest*, 7 octobre 2014.

différents. Ils se heurtent, ce faisant, à un obstacle de poids qu'ils n'avaient vraisemblablement pas anticipé : la détermination de la Chancelière allemande Angela Merkel à défendre le projet européen et l'intégrité territoriale de l'Ukraine et, par ailleurs, l'habileté des diplomates allemands à emporter la décision des pays les plus récalcitrants, issus pour la plupart du Sud de l'Europe. À la veille du sommet de Milan, qui s'est tenu au milieu du mois d'octobre 2014 en présence du Président ukrainien Petro Poroshenko et du Président Poutine, la Chancelière fixait trois conditions à une révision des sanctions : le retrait des troupes russes des régions frontalières de l'Ukraine, le contrôle de la frontière russo-ukrainienne et la possibilité, pour l'Ukraine, de procéder à des élections sur l'ensemble de son territoire¹⁷. Un mois plus tard, l'ambassadrice américaine auprès des Nations Unies Samantha Power a fait savoir que les États-Unis étaient prêts à revenir sur les sanctions si les combats cessaient en Ukraine, si la frontière russo-ukrainienne était fermée, si les forces étrangères et les armements étaient évacués et si les otages étaient libérés¹⁸. Aucune des conditions énoncées n'ayant été remplie, les sanctions occidentales contre la Russie devraient s'inscrire dans la durée.

■ DES EFFETS DESTRUCTEURS SUR L'ÉCONOMIE RUSSE

Dans les années 2000, la Russie a connu la plus forte croissance économique de son histoire, le PIB augmentant d'environ 7% par an jusqu'en 2008. Après la crise financière mondiale de 2008, la croissance russe est tombée à 2,5% pour atteindre 1,3% en 2013, son plus bas niveau depuis la crise financière russe de 1998. Ces difficultés économiques se sont considérablement aggravées depuis le début de la crise ukrainienne. Les prévisions économiques s'assombrissent un peu plus à mesure que le rouble et le pétrole perdent de leur valeur. D'après les projections du Fonds Monétaire International (FMI) publiées en octobre 2014, la croissance du PIB devait atteindre 0,2% en 2014, au lieu des 2% prévus au mois de janvier. D'après celles dont Guerman Gref, ancien ministre du Développement économique et du commerce (2000-2007) et Directeur de la banque Sberbank, disposait au début du mois de décembre, la Russie devrait connaître en 2015 et 2016 une période de récession, pour des raisons propres à l'économie russe, que les sanctions ne font qu'accroître¹⁹.

Une réduction des revenus de l'État

Le budget et la balance commerciale de l'État russe dépendent étroitement de la capacité des grandes compagnies énergétiques russes à exporter du gaz et du pétrole, notamment en Europe, qui demeure leur principal débouché. Avant la crise ukrainienne, les exportations d'hydrocarbures et de produits dérivés représentaient la moitié des recettes de l'État et près de 70,6% des exportations russes. L'effondrement du cours du pétrole entraîne une forte diminution de ces revenus. Le cours du baril de pétrole Brent, sur lequel est indexé le prix du pétrole russe Ural, a chuté de près de 50% entre le mois de juin et le mois de décembre 2014, passant de 115 dollars à moins de 60 dollars. Il s'est de nouveau affaibli au début du mois de janvier 2015 pour s'établir autour des 50 dollars. De l'avis des spécialistes, cette baisse, liée à un ensemble de facteurs structurels et conjoncturels, devrait durer dans le temps. D'un côté, l'offre est saturée en raison du ralentissement de la croissance en Chine et de l'explosion de la production de gaz et de pétrole de schiste aux États-Unis.

¹⁷ Natalia Raibman, « [Merkel a promis de présenter trois exigences à Poutine](#) », *Vedomosti*, 16 octobre 2014, en russe.

¹⁸ « [La représentante permanente des États-Unis auprès de l'ONU a énoncé les conditions de l'annulation des sanctions contre la Russie](#) », *Itar Tass*, 13 novembre 2014, en russe.

¹⁹ Grigori Naberejnov, « [Gref envisage la possibilité d'une récession prolongée en Russie](#) », *RosBusinessConsulting (RBK)*, 8 décembre 2014, en russe.

De l'autre, les pays du Golfe ne souhaitent pas réduire leur production, préférant défendre leurs parts de marché plutôt que les prix qui, de leur avis, baisseront de toute façon. Réunie à Vienne le 27 novembre 2014, l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) a ainsi décidé de laisser inchangé son plafond de production.

En outre, les sanctions entravent le bon fonctionnement des gisements en activité. Le secteur de l'énergie russe dépend presque entièrement des technologies occidentales. Avant la crise ukrainienne, environ 80% des puits de pétrole russes étaient entretenus par des compagnies occidentales. Dès la première vague de sanctions, les interdictions ont porté sur des équipements de base, comme les pompes et les tiges de forages. Le volume de gaz extrait en Russie a baissé de 15% en octobre et de 5,9% sur les dix premiers mois de l'année 2014 (pour atteindre 517 milliards de m³). Le volume de gaz extrait par Gazprom a baissé de 25% en octobre et de 10% sur les dix premiers mois de l'année 2014 (pour atteindre 352,8 milliards de m³)²⁰. À court terme, une alternative se présente aux compagnies énergétiques russes : cesser certaines activités ou acquérir des équipements chinois, en sachant qu'ils sont de mauvaise qualité et qu'ils requièrent un entretien fréquent. De plus, les sanctions mettent un coup d'arrêt à des projets de développement considérés comme prometteurs, tels que l'exploitation du pétrole de schiste en Sibérie et l'extraction de gaz dans l'Arctique. La compagnie américaine Exxon Mobil a interrompu ses activités de prospection et de forage en mer de Kara. La compagnie française Total a suspendu la création d'un joint-venture avec Lukoil pour l'extraction de pétrole de schiste en Sibérie occidentale (avant la mort à Moscou de son Directeur-général Christophe de Margerie)²¹. La Russie n'ayant pas développé d'industrie de pointe dans la prospection géologique ou l'extraction sous-marine, les compagnies russes doivent renoncer à ces projets, notamment dans l'Arctique, où, en raison de la présence d'icebergs et de la dérive de blocs de glace, le gaz est extrait à l'aide d'une technique sous-marine que seules quatre compagnies occidentales sont à même de proposer.

Une diminution des échanges

En outre, les exportations d'hydrocarbures russes (et donc les recettes de l'État russe) devraient diminuer pour plusieurs raisons. Premièrement, l'UE souhaite diversifier ses sources d'approvisionnement. À cette fin, elle a récemment autorisé le Canada à exporter du pétrole extrait de sables bitumeux sans appliquer de surtaxe écologique. De même, elle ne s'est pas opposée à la levée des sanctions contre NITC, la principale entreprise iranienne de transport pétrolier. Deuxièmement, les pays d'Europe de l'Est déploient d'importants efforts pour diminuer leur dépendance énergétique à l'égard de la Russie. La Lituanie qui dépendait à 100% du gaz russe vient de se doter d'installations lui permettant d'importer du gaz liquéfié et de couvrir ses besoins, ainsi que ceux de l'Estonie et de la Lettonie, à hauteur de 90%. La Pologne envisage de faire de même à l'horizon du mois de juin 2015. Troisièmement, les compagnies russes prennent des décisions contraires à leurs intérêts économiques. Gazprom a ainsi baissé ses volumes d'exportation au niveau contractuel minimum afin d'empêcher les pays occidentaux de reverser leurs excédents à l'Ukraine au moment où les négociations russo-ukrainiennes sur le gaz entraient dans une phase cruciale. Outre le manque à gagner, l'entreprise a dû s'acquitter de pénalités importantes. D'après des experts

²⁰ « [L'exportation de gaz russe a diminué de 17% en octobre](#) », *Newsru.com*, 31 octobre 2014, en russe.

²¹ Boris Grozovskij, « [Le chemin vers un Juche financier](#) », *Vedomosti*, 29 septembre 2014, en russe. Le titre fait référence à l'idéologie nord-coréenne, qui associe les principes du communisme, une autonomie militaire et une autarcie économique.

indépendants, les exportations de gaz de Gazprom vers « l'étranger lointain » ont décliné de 17% en octobre 2014 et devaient baisser de 5% sur l'ensemble de l'année²².

Au printemps 2014, les partisans de la politique de « confrontation avec l'Occident » au sein de l'establishment russe, tels l'économiste Sergueï Glaziev, conseiller du Président Poutine, ou le vice-Premier ministre Dmitri Rogozine, ancien ambassadeur auprès de l'OTAN (2008-2011), appelaient à une réorientation radicale des intérêts économiques russes en Asie. Le projet phare de cette politique était un contrat d'exportation de gaz vers la Chine d'un montant estimé à 400 milliards de dollars. La réalisation de ce contrat, conclu en mai par Gazprom, lors d'une visite officielle du président russe en Chine, suppose la construction d'un nouveau gazoduc appelé « Force de Sibérie ». Un responsable de la filiale de Gazprom, chargée de la mise en service du gisement gazier de Chayanda en Yakoutie, qui constituera la première source d'approvisionnement du gazoduc « Force de Sibérie », déclarait, au début de l'automne 2014, que les premières livraisons de gaz interviendraient en 2020, et non en 2018, et qu'elles ne dépasseraient pas 5 milliards de m³. Le flux annuel devrait atteindre 25 milliards de m³ en 2024 ; le volume de 38 milliards de m³, prévu au contrat, ne pourrait être assuré qu'à l'horizon 2030. Ces chiffres sont sans commune mesure avec les volumes d'exportation de Gazprom vers l'Europe. En 2013, Gazprom Export, la principale branche de Gazprom pour l'exportation, a exporté 127 milliards de m³ de gaz en Europe occidentale et en Turquie et 34 milliards dans les pays d'Europe centrale et orientale²³. La Chine ne constitue pas un marché de substitution pour les hydrocarbures russes.

Par ailleurs, ce contrat avec la Chine se révèle plus coûteux à court terme et moins lucratif à moyen terme que les dirigeants russes ne l'espéraient initialement. En mai 2014, la construction des pipelines sur le territoire russe était estimée à 55 milliards de dollars. Pendant l'été, le chef de l'administration présidentielle russe Sergueï Ivanov évaluait son coût entre 60 et 70 milliards. Selon les planificateurs de Gazprom, l'investissement en capital dépassera 100 milliards de dollars. Le contrat prévoyait un prépaiement de 25 milliards de la partie chinoise, qui l'a différé avant d'annoncer, en octobre 2014, qu'elle souhaitait prendre en charge la construction du gazoduc en Russie. En dernier lieu, il n'est pas certain que la Chine ait besoin de telles quantités de gaz à l'horizon 2030 car elle aussi diversifie ses sources d'approvisionnement. Suivant les estimations les plus strictes, elle devrait recevoir 80 milliards de m³ de gaz d'Asie centrale d'ici à 20 ans (les contrats signés portent sur un volume de 90 milliards de m³). De plus, étant l'unique bénéficiaire du gazoduc russe, elle pourra dicter ses conditions commerciales²⁴. D'un mot, le gazoduc « Force de Sibérie » apparaît comme un projet non rentable, profitable aux seules compagnies chargées de sa construction (qui se trouvent appartenir à des personnes de l'entourage du président russe). Selon plusieurs experts russes indépendants, la décision de réorienter les livraisons de gaz russe vers l'Asie orientale a été prise à la va-vite, pour des raisons politiques, sans tenir compte des dépenses induites, des besoins réels du partenaire chinois et des intérêts stratégiques de la Russie à long terme.

²² « [L'exportation de gaz russe a diminué de 17% en octobre](#) », *Newsru.com*, 31 octobre 2014, en russe.

²³ « [Gas supplies to Europe](#) », volume d'exportation par pays pour l'année 2013, mis en ligne sur le site de Gazprom Export, lien vérifié le 8 janvier 2014.

²⁴ Mikhaïl Krutikhin, « [Les trois scénarios désavantageux de la transaction chinoise de Gazprom](#) », *RosBusinessConsulting* (RBK), 3 octobre 2014, en russe ; Mikhaïl Krutikhin interrogé par Sergueï Shelin, « [La mégalomanie n'est pas une stratégie](#) », *Rosbalt.ru*, 17 octobre 2014, en russe. Expert réputé des questions énergétiques, M. Krutikhin est partenaire dans la société de conseil RusEnergy.

Une baisse du pouvoir d'achat

L'économie russe traverse une crise sérieuse, ce dont témoigne la dégradation des principaux indicateurs macro-économiques. Le rouble subit une forte dépréciation par rapport aux devises de référence. Il a perdu près de 50% de sa valeur vis-à-vis du dollar et de l'euro en l'espace de quelques mois. Cette dévaluation s'est considérablement accélérée au cours de l'automne 2014, en particulier au mois de décembre. Elle s'est ensuite un peu résorbée. Le rouble a chuté, le 15 décembre, de 10% par rapport au dollar, puis de 20% le lendemain – un record depuis la crise financière de 1999. L'euro qui s'échangeait contre 45 roubles en décembre 2013 valait plus de 89 roubles le 16 décembre 2014. Le dollar est passé de 34 roubles à 71 sur la même période. Le 6 janvier 2015, un euro valait 75 roubles et un dollar 60 roubles. En Russie, contrairement à d'autres pays, l'affaiblissement de la monnaie n'a pas d'effet bénéfique sur l'économie. Il ne favorise pas l'exportation de biens de consommation vers l'étranger, ni leur compétitivité sur le marché intérieur, en raison de la structure des échanges. En 2013, les biens d'équipement civil représentaient 5,4% des exportations russes contre 48,5% des importations²⁵.

De plus, la dévaluation du rouble renforce le poids de la dette. La banque centrale de Russie s'étant longtemps opposée à une augmentation de la masse monétaire, les banques russes ont dû emprunter à l'étranger, ce qui constitue une source de vulnérabilité supplémentaire aujourd'hui²⁶. Selon le ministre russe des Finances Anton Siluanov, l'inflation a atteint environ 11,5% en 2014. Elle s'est aggravée suite aux contre-sanctions du gouvernement russe qui a interdit l'importation de produits agro-alimentaires européens et américains. D'après la Banque centrale de Russie, la poussée inflationniste est portée par l'augmentation des prix des denrées alimentaires qui ont cru de 10,3% en août et de 11,4% en septembre. Les importations ayant été massives dans ce secteur, et le marché russe, soumis à de multiples contraintes sanitaires et administratives, étant peu compétitif, la création de nouvelles filières d'approvisionnement prend du temps et les étals se vident. La hausse des prix et la dépréciation du rouble alourdissent le panier de la ménagère, tout en rappelant à la population le chaos économique des années 1990²⁷.

Le niveau de vie des Russes baisse d'autant plus que l'État cherche à réduire ses dépenses. Le gouvernement russe a équilibré son budget 2015 par rapport à un prix du baril de pétrole à 96 dollars. Le cours étant alors plus élevé, il comptait dégager de forts excédents budgétaires, de l'ordre de 1567 trillions de roubles sur un budget de 14238 trillions de roubles, soit environ 11% du budget²⁸. L'effondrement du cours du pétrole l'oblige à faire des choix. Il dispose de trois solutions : diminuer les dépenses publiques, utiliser les fonds de réserve et/ou augmenter les impôts. Il s'en tient pour l'heure à une solution intermédiaire : il réduit ses dépenses et accélère la réforme structurelle, engagée au lendemain de la crise financière de 2008. Cette réforme tout azimut s'appuie sur la loi fédérale 83-F3 du 8 juin 2010, qui vise à accroître la qualité et l'efficacité des

²⁵. « [Le commerce extérieur de la Russie en 2013](#) », Publication des Services économiques, Direction générale du Trésor, juin 2014, 2 p.

²⁶ Vladislav Inozemtsev, « [La dévaluation du rouble. Pourquoi le "plan de Poutine" va mener au "plan de Loukachenko](#) », *Snob.ru*, 7 octobre 2014, en russe. L'auteur est économiste et directeur du Centre d'études post-industrielles, basé à Moscou.

²⁷ Irina Boeva, Evgueni Beliakov, Andreï Gretchannik, Elena Arakelian, « [Le rouble a fortement perdu de sa valeur : que se passera-t-il avec les prix cet hiver ?](#) », *Komsomolskaïa Pravda*, 2 décembre 2014, en russe. L'article comporte un tableau présentant l'inflation des prix des principales denrées alimentaires depuis l'été 2014.

²⁸ Aleksandr Orlov, « [Le budget n'est pas coupé](#) », *Gazeta.ru*, 11 octobre 2014, en russe (quotidien russe proche de la ligne officielle).

services publics, tout en diminuant leur coût et l'engagement de l'État²⁹. Les autorités procèdent depuis un an au regroupement forcé et à la fermeture d'institutions publiques qui assuraient des services gratuits ou bon marché : des écoles primaires et secondaires, des structures de soin, des établissements d'enseignement supérieur, des centres de recherches, des musées et des instituts culturels. À Moscou uniquement, il est prévu de fermer 28 hôpitaux et dispensaires. Au terme de ces restructurations, de nombreux services autrefois gratuits ou subventionnés deviennent payants. Pour ne rien arranger, certaines entités régionales³⁰ sont confrontées à de graves problèmes budgétaires et financiers en raison d'une revalorisation impromptue du salaire des fonctionnaires, décidée par décret présidentiel en mai 2014 et entérinée par la Douma en juillet³¹. L'État fédéral n'ayant pas transféré les fonds nécessaires aux régions, ces dernières ont dû s'endetter et opérer des coupes supplémentaires dans leur budget, qui sert pour l'essentiel à couvrir les dépenses dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la protection sociale.

■ DES EFFETS DESTABILISATEURS SUR LE REGIME

En plus des effets économiques, les sanctions ont des effets politiques. La Russie est un régime présidentiel. Sa constitution est inspirée de celle de la Cinquième République française. Du fait des institutions et de la personnalité de Vladimir Poutine, le pouvoir s'ordonne autour de sa personne. Jusqu'à récemment, il arbitrait entre deux sensibilités politiques, présentes au sein de l'appareil d'État et du parti au pouvoir Russie Unie (Edinaâ Rossiâ). La première, représentée par le Premier-ministre et ex-Président Dmitri Medvedev prônait le pragmatisme économique et l'ouverture au monde, tout en étant favorable à une modernisation des institutions. La seconde, emmenée par le vice-Premier-ministre Igor Setchin, regroupait les représentants des « structures de force » (*siloviki*), c'est-à-dire du FSB (services de sécurité), du GRU (direction du renseignement militaire), du complexe militaro-industriel et des grandes entreprises énergétiques. Ces derniers sont davantage portés à affirmer la puissance militaire et les ambitions géopolitiques de leur pays. Cet agencement politique n'est pas sans rappeler l'opposition séculaire entre occidentalistes et slavophiles qui jalonne l'histoire russe depuis les réformes de Pierre le Grand au début du XVIII^e siècle. De l'avis de plusieurs observateurs de la vie politique russe, l'annexion de la Crimée a profondément modifié cet équilibre des forces. Non seulement les « siloviki » ont clairement supplanté les « libéraux » sur le plan des idées, mais une lutte pour le pouvoir divise le camp des « siloviki ». Pour certains, le chef de l'administration présidentielle Sergueï Ivanov, qui a fait ses classes au KGB avant de devenir général du FSB et ministre de la Défense de 2001 à 2007, tirerait son épingle du jeu, au détriment de Medvedev, mais aussi de Setchin³². Pour d'autres, deux clans se livreraient bataille, celui du FSB avec Setchin à sa tête et celui des militaires avec le ministre de la Défense Sergueï Choïgou comme leader, tandis que le clan des oligarques amis du président (les

²⁹ Un site internet officiel en russe est dédié à la mise en œuvre de cette loi cadre : <http://fz-83.ru>

³⁰ La Russie comptait, avant le rattachement de la Crimée, 83 « sujets de la Fédération » dont 21 républiques, 9 kraïs (pays), 46 oblast (région), 2 villes de niveau fédéral, 1 oblast (région) autonome et 4 districts autonomes. Viennent s'y ajouter aujourd'hui, sans que cela ne soit reconnu par la communauté internationale, la Crimée, à laquelle a été conféré le statut de « république », et la ville de Sébastopol, à laquelle a été conféré le statut de ville de niveau fédéral, au même titre que Moscou et Saint-Pétersbourg.

³¹ Svetlana Botcharova, Alexandre Artemiev, « [Le gouvernement va dépenser 500 milliards de roubles pour les salaires des fonctionnaires](#) », *RosBusinessConsulting (RBK)*, 30 juillet 2014, en russe.

³² Maria Epifanova, « [La répartition post-Crimée : Medvedev a définitivement perdu contre Ivanov](#) », *Novaâ Gazeta*, 23 octobre 2014, en russe ; « [Poutine a changé de favoris](#) » (interview du politologue Evgueni Mintchenko), *Vedomosti*, 24 octobre 2014, en russe.

frères Arkadi et Boris Rotenberg, Youri Kovaltchouk et Guennady Timtchenko) et celui de Gazprom (Alexeï Miller et Medvedev) seraient en perte de vitesse. Quoi qu'il en soit, les tensions politiques entravent, depuis l'été, la recherche d'un consensus au plus haut niveau de l'État et paralysent l'action du gouvernement. Elles empêchent, en particulier, l'élaboration d'une politique budgétaire cohérente, adaptée aux défis du moment. Or il est probable que la baisse des dépenses publiques ne suffira pas à tirer le pays de la récession, d'autant que les sanctions occidentales donnent lieu à des logiques de prédation et de privatisation des ressources de l'État.

Vers un accaparement des ressources de l'État ?

Les banques et les grandes entreprises énergétiques russes soumises aux sanctions occidentales sont coupées des circuits financiers internationaux et confrontées à des défis d'envergure. Très endettées, elles n'ont plus accès au marché du capital occidental pour refinancer leur dette. Selon David Staples, Directeur de l'agence de notation Moody's, la plupart des compagnies russes disposent d'assez de liquidités pour couvrir leurs dettes jusqu'à la fin de l'année 2015. En revanche, si les sanctions étaient maintenues au-delà, elle ferait face à une crise du crédit. Là encore, la Chine ne constitue pas un recours. La dette extérieure que les banques et les grandes entreprises russes doivent rembourser à des organismes occidentaux avant la fin de l'année 2015 s'élève à 134 milliards de dollars. C'est sans commune mesure avec le volume des crédits accordés avec parcimonie par des banques chinoises, qui se monterait à quelques centaines de millions de dollars seulement. Circonspectes, les banques chinoises éviteraient d'investir en Russie et de traiter avec les personnalités et les entreprises russes tombant sous le coup des sanctions occidentales.

Par ailleurs, les dirigeants d'entreprise et les oligarques soumis à une interdiction de séjour en Europe et/ou aux États-Unis, ainsi qu'au gel de leurs avoirs personnels, sont enclins à chercher des compensations pour eux-mêmes et pour leur compagnie. Le vice-Premier ministre Setchin a été le premier à demander à l'État russe une aide exceptionnelle pour Rosneft, la compagnie pétrolière qu'il dirige depuis 2004. Sa compagnie qui extrait 40% du pétrole russe et qui est majoritairement contrôlée par l'État est particulièrement endettée : elle doit rembourser 27 milliards de dollars dans l'année à des institutions financières étrangères³³. La compagnie gazière Novatek, dirigée par Timtchenko, un autre proche du Président Poutine, n'a pas de problème d'endettement, mais elle ne parvient pas à financer les investissements qu'elle avait prévus. Bien que contrôlée par des capitaux privés, elle a sollicité l'aide du gouvernement, de même que plusieurs banques d'État soumises aux sanctions et que la compagnie pétrolière privée Lukoil (deuxième compagnie pétrolière de Russie après Rosneft et deuxième compagnie au monde par ses réserves prouvées).

L'État russe qui a accumulé d'importantes réserves en or et en devises lorsque le prix du pétrole était élevé se montre disposé à satisfaire certaines de ces demandes, au moins partiellement. Ses réserves étaient évaluées à 421 milliards de dollars au 1^{er} octobre 2014. Elles ont diminué de 32 milliards de dollars entre cette date et le 7 novembre 2014. Comme l'explique Kirill Rogov de l'Institut Gaïdar pour le Développement économique, les réserves sont beaucoup moins importantes qu'à la veille de la crise financière de 2008³⁴. Le gouvernement russe a confirmé, en octobre 2014,

³³ Carol Matlack, « [Russia Set Aside \\$83 Billion for Pensioners. Putin Is Using It to Aid Russia Inc.](#) », *Bloomberg Businessweek*, 8 octobre 2014.

³⁴ Kirill Rogov, « [La Russie est-elle vraiment prête à une nouvelle crise ?](#) », *RosBusinessConsulting (RBK)*, 14 novembre 2014, en russe. En août 2008, les réserves étaient évaluées à 598 milliards de dollars ; elles ont ensuite fondu de 222 milliards de dollars pour atteindre leur niveau le plus bas en mars 2009 avec 376 milliards de dollars. En 2010-2013,

qu'il allait puiser dans le Fonds de Bien-être National (*fond natsional'novo blagosostoiania*) et dans le Fonds de Pension (*pensionnyj fond*), un fonds souverain de 83 milliards de dollars censé financer les retraites, pour soutenir les compagnies publiques et privées du secteur énergétique, ainsi que des banques soumises aux sanctions³⁵. Le ministre-adjoint des Finances Alexeï Moiseev a annoncé, à la mi-octobre, que 3 milliards de dollars seraient utilisés pour aider les banques russes³⁶. Un peu plus tard dans le mois, le ministre des Finances Anton Siluanov a fait savoir que la demande de subvention présentée par Rosneft au gouvernement se montait à 2 trillions de roubles, soit environ 48 milliards de dollars, à prélever sur le Fonds de Pension. Sur cette somme, Rosneft souhaitait consacrer 1,3 trillions de roubles au développement d'un complexe pétrochimique et à la mise en valeur de gisements gaziers en Sibérie orientale³⁷. Approuvée par le ministre de l'Énergie, cette demande a été rejetée par le ministre du Développement économique Alexeï Oulioukaev, au motif que l'argent alloué ne servirait pas à financer des investissements, mais à couvrir des problèmes de trésorerie. N'ayant pas obtenu satisfaction, Rosneft a émis pour 11 milliards de dollars d'obligations en rouble aux alentours du 12 décembre. D'après Sergueï Guriev, ancien recteur de la Nouvelle École d'Économie à Moscou, devenu Professeur d'économie à Sciences Po après qu'il a quitté la Russie en 2013, ces obligations auraient été achetées par plusieurs grandes banques d'État russes à des conditions extrêmement désavantageuses, ce qui aurait entraîné la chute effrénée du rouble du lundi 15 et du mardi 16 décembre 2014³⁸.

Vers un retour à des logiques de prédation ?

Le système oligarchique, caractéristique de la Russie post-soviétique, résistera-t-il à cette crise économique et financière ? Il est permis d'en douter depuis les récents déboires judiciaires de l'oligarque Vladimir Evtushenkov. Son arrestation et son placement en résidence surveillée, en septembre, puis les déclarations du Président Poutine concernant la nationalisation de sa compagnie pétrolière Bashneft au bénéfice de la compagnie d'État Rosneft, a suscité la stupeur dans les milieux d'affaire russes³⁹. Le 30 octobre 2014, un tribunal arbitral de Moscou a ordonné le transfert au bénéficiaire de Rosimushchestvo, l'agence fédérale de gestion des biens de l'État, de 81,6% des actions ordinaires et de 20,9% des actions privilégiées de Bashneft⁴⁰. D'après des rumeurs persistantes, mais invérifiables, l'arrestation d'Evtushenkov résulterait des manœuvres entreprises par Setchin pour pallier la baisse de production de la compagnie d'État Rosneft en s'accaparant Bashneft. Il est à rappeler qu'en 2008, Mikhaïl Khodorkovsky, l'ancien Directeur de Loukos, emprisonné d'octobre 2003 à décembre 2013, a nommément accusé Setchin d'avoir orchestré son arrestation pour faire main basse sur sa compagnie pétrolière⁴¹. Setchin qui était vice-directeur de l'administration

lorsque les prix du pétrole atteignaient des records historiques, la Russie a dégagé 30% de revenus en plus grâce aux exportations d'hydrocarbures qu'entre 2004 et 2008, sans que les réserves ne retrouvent leur niveau précédent.

³⁵ Anastasia Agamalova, « [Rosneft demande plus de 2 trillions de roubles au Fonds de Bien-être National \(FNB\) – Siluanov](#) », *Vedomosti*, 22 octobre 2014, en russe.

³⁶ Daniil Jelobanov, « [Le ministère des Finances se met à combattre le déficit en devises : il promet aux banques 3 milliards de dollars de dépôts en devises](#) », *Vedomosti*, 16 octobre 2014, en russe.

³⁷ Galina Starinskaya, Margarita Papchenkova, Milana Chelpanova, « [Le Fonds de Bien-être national peut accorder à Rosneft 2 trillions de roubles, mais seulement au dépens d'autres compagnies](#) », *Vedomosti*, 23 octobre 2014, en russe.

³⁸ « [Sergueï Guriev : La Russie se précipite sans capitaine dans une tempête économique](#) », *Otkrytaâ Rossiâ* (Open Russia), 17 décembre 2014, en russe.

³⁹ Irina Reznik, Evguenia Pismennaya, Ilya Arkhipov, « [Putin Clans Gridlocked Over Arrest as Sanctions Bite](#) », *Bloomberg Businessweek*, 6 octobre 2014.

⁴⁰ Alexandra Terentieva, Petr Tretiakov, Galina Starinskaya, Alexeï Nikol'skij, « [La corporation financière Sistema doit rendre à l'État les actions de Bashneft](#) », *Vedomosti*, 30 octobre 2014, en russe.

⁴¹ Mark Franchetti, « [Jailed tycoon Mikhail Khodorkovsky 'framed' by key Putin aide](#) », *The Times*, 18 mai 2008.

présidentielle lors de son arrestation a pris, en 2004, la tête de Rosneft, qui a hérité des actifs de Ioukos.

Par ailleurs, la Douma, la chambre basse du parlement russe, a adopté une loi sur le dédommagement des Russes visés par les sanctions. Surnommée « Loi Rotenberg » du nom des frères Rotenberg, deux oligarques proches du président russe, elle accorde tout pouvoir aux tribunaux locaux russes pour procéder à la confiscation de biens étrangers en Russie. D'après le *Financial Times*, cette loi offrirait aux oligarques russes un moyen de compenser les pertes subies par le gel de leurs avoirs dans les pays occidentaux⁴². Alors qu'une bataille judiciaire s'engage entre l'État russe et les anciens actionnaires de Ioukos, elle pourrait aussi permettre à la Russie de se prémunir contre la confiscation des biens russes à l'étranger⁴³. Pour conclure sur ce point, en visant les oligarques et les dirigeants de grandes compagnies russes, l'UE et les États-Unis pensaient qu'ils seraient en mesure de faire pression sur le Vladimir Poutine pour qu'il revienne à une politique étrangère qui soit compatible avec leurs intérêts économiques. De ce point de vue, les sanctions n'ont pas eu l'effet escompté. D'une part, les grands chefs d'entreprise du secteur bancaire et énergétique reçoivent des compensations exceptionnelles de l'État. D'autre part, les oligarques se savent à la merci du pouvoir politique : personne n'est à l'abri d'ennuis judiciaires puisque la justice n'est pas indépendante et que nombre d'affaires sont fabriquées.

Les appels des économistes en faveur d'une libéralisation

La guerre, les sanctions économiques, les déboires judiciaires d'Evtushenkov et la loi sur la confiscation des biens étrangers ont créé un climat d'instabilité défavorable aux affaires. Pour l'économiste Andreï Netchaev, Président du parti Initiative citoyenne et ancien ministre de l'Économie (1992-1993), « les milieux d'affaire sont extrêmement attentifs aux signaux que l'État leur envoie. Et ils reçoivent de très mauvais signaux ». Il explique que si les compagnies russes mettent sur pied des entités juridiques offshore pour assurer la gestion financière de leurs capitaux, c'est parce qu'« elles préfèrent régler leurs litiges devant la haute cour de Londres, plutôt qu'au tribunal du district de Basmany à Moscou », où se sont déroulés nombre de procès controversés, ajoutant que « tant que l'intégrité de la propriété ne sera pas garantie à l'intérieur du pays, la fuite des capitaux continuera à croître »⁴⁴. Au premier semestre 2014, cette fuite des capitaux s'élevait à 74,6 milliards de dollars ; elle s'est accélérée à partir de l'été⁴⁵. Elle s'accompagne d'une fuite, plus discrète, mais non moins massive, des cerveaux. Selon des chiffres officiels, dans les huit premiers mois de l'année 2014, le nombre de Russes ayant décidé d'émigrer a dépassé le record de 186.400 personnes atteint en 2013 (à titre de comparaison leur nombre était de 122.800 en 2012 et d'environ 40.000 par an entre 2008 et 2011). Ce sont, en majorité, des entrepreneurs, des scientifiques et des cadres supérieurs⁴⁶. Le plus connu d'entre eux est certainement le jeune

⁴² Sam Skove, « [Russia's State Duma Passes Law Compensating Western Asset Seizures in First Reading](#) », *The Moscow Times*, 8 octobre 2014 ; Mark Hanrahan, « [Russian Law Proposes Foreign Asset Seizures To Compensate Those Affected By Ukraine Sanctions](#) », *International Business Times*, 8 octobre 2014 ;

⁴³ En juillet 2014, au terme de dix ans de procédure, un tribunal de Laya a accordé gain de cause aux anciens actionnaires de Ioukos. Il a reconnu qu'ils avaient été spoliés au bénéfice de Rosneft, condamnant l'État russe à leur verser 50 milliards de dollars de dédommagement.

⁴⁴ Elena Tregoubova, « [Les milieux d'affaires reçoivent de mauvais signaux de l'Etat - Netchaev](#) », *Argumenty i fakty*, 26 novembre 2014, en russe (quotidien russe).

⁴⁵ Iana Shebalina, « [Moody's : une crise du crédit menace les compagnies russes](#) », *Vedomosti*, 7 octobre 2014, en russe.

⁴⁶ Ekaterina Mereminskaya, « [Les émigrants de la nouvelle vague](#) », *gazeta.ru*, 1^{er} novembre 2014, en russe ; Vladislav Inozemtsev, « [En quoi la Russie a changé en six mois depuis la Crimée](#) », *RosBusinessConsulting (RBK)*, 15 septembre

entrepreneur Pavel Durov, créateur de VKontakte, le Facebook russe. Il a quitté le pays avec son équipe d'ingénieurs après avoir refusé de divulguer au FSB l'identité des citoyens ukrainiens qui avaient constitué des groupes « Maïdan » sur son réseau social⁴⁷.

Plusieurs économistes russes de renom tirent la sonnette d'alarme. Ils critiquent, tout d'abord, la politique mise en œuvre par la Banque centrale russe pour enrayer la crise financière. L'ancien ministre Koudrine, artisan de la prospérité économique des années 2000, juge tout à fait inutile de dépenser des milliards pour soutenir le rouble⁴⁸. D'autres réproouvent les mesures prises pour juguler la fuite des capitaux et la hausse de l'inflation, notamment le relèvement successif des taux directeurs, passés de 5,5% à 9,5% entre janvier et novembre, puis à 10,5% et enfin à 17%, le 16 décembre 2014, estimant qu'elles favorisent la stagnation économique⁴⁹. Tous s'alarment du fait que ni le gouvernement russe ni la Banque centrale n'ont à ce jour explicité comment ils entendaient honorer les emprunts colossaux contractés par les banques et les grandes compagnies d'État. Plus généralement, ils dénoncent l'inefficacité du capitalisme d'État, dans lequel les compagnies contrôlées par l'État jouent un rôle clé. Ils estiment que l'économie russe souffre d'une hypertrophie du secteur étatique et des ministères de force et qu'étant donné les difficultés actuelles, la priorité ne peut pas être de financer les ministères de forces (siloviki) ou de renflouer les compagnies ayant mal géré le risque de dette. Ils s'inquiètent vivement des dérives autoritaires possibles, d'autant que les réserves en devises dont dispose l'État russe seraient épuisées en 2016⁵⁰. Dans une longue tribune publiée dans le quotidien d'affaire *Vedomosti*, l'ancien ministre Koudrine (qui a démissionné, en septembre 2011, après avoir exprimé son désaccord concernant l'augmentation significative de la part des dépenses de défense dans le budget de l'État) appelait, à la fin du mois de novembre, à restaurer un climat de confiance entre le pouvoir, la société et les milieux d'affaire⁵¹. Il ne semble pas qu'ils aient été entendus du Président Poutine. Au début du mois de décembre, ce dernier a signé le budget fédéral pour les années 2015-2017, en se fondant d'une croissance du PIB de 2,5% et d'une inflation à 5,5% et d'un prix du baril de pétrole à 96 dollars. Le 4 décembre, il a prononcé un discours assez dur de politique générale devant l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie qui regroupe la chambre basse, la Douma, et la chambre haute, le Conseil de la Fédération, vantant la puissance de l'armée russe et décrivant la Crimée comme une « cause sacrée » dont l'importance pour les Russes serait comparable à celle du Mont du Temple pour les Juifs et les Musulmans⁵².

2014, en russe. Docteur en économie, Vladislav Inozemtsev est Directeur du Centre de recherches sur les sociétés post-industrielles.

⁴⁷ Danny Hakimdec, « [Once Celebrated in Russia, the Programmer Pavel Durov Chooses Exile](#) », *The New York Times*, 2 décembre 2014 ; « [Durov a refusé de divulguer au FSB les données personnelles des créateurs des groupes « Euromaïdan »](#) », en russe (avec le facsimilé de la demande officielle du FSB datée du 13 décembre 2013).

⁴⁸ Alexeï Koudrine, « [La fixation du taux de change du rouble par rapport au dollar est préjudiciable à l'économie russe](#) », article publié par *Kommersant* le 17 octobre 2014 et reproduit sur le blog de l'ex-ministre des Finances, en russe. www.akudrin.ru

⁴⁹ Anastasia Agamalova, Anna Eremina, « [La Banque centrale a augmenté les taux directeurs jusqu'à 9,5%](#) », *Vedomosti*, 31 octobre 2014.

⁵⁰ « [La chute du cours du pétrole détruira les rentiers-lumpen, la récession brisera l'hypothèque et le marché immobilier, l'État construira une pyramide](#) », *bankir.ru*, 1^{er} décembre 2014, en russe.

⁵¹ Alexeï Koudrine, « [Comment ramener la confiance entre le pouvoir, la société et les milieux d'affaire](#) », *Vedomosti*, 21 novembre 2014, en russe. L'auteur a été ministre russe des Finances de 2001 à 2011.

⁵² [Message du Président à l'Assemblée fédérale](#), 4 décembre 2014, texte disponible en russe sur le site du Kremlin. www.kremlin.ru

■ LES OBJECTIFS MANQUES DU KREMLIN

Les sanctions occidentales ont d'ores et déjà des effets destructeurs sur l'économie et le régime russes. Sont-elles pour autant dissuasives ? Incitent-elles le Kremlin à plus de prudence dans sa politique en Ukraine ? On observe, à cet égard, des signes contradictoires, donnant de prime abord l'impression d'une politique erratique. Examinons, à présent, les enjeux politiques et stratégiques du conflit ukrainien, tels qu'ils sont perçus par les dirigeants russes, et tentons d'évaluer dans quelle mesure ils ont été atteints. L'euphorie populaire soulevée par l'annexion de la Crimée révèle une profonde nostalgie de l'empire et de la puissance perdue. Le syndrome impérial, nourri par un complexe de déclassement et attisé par des propagandistes d'extrême-droite, n'explique pourtant pas tout. Les dirigeants russes croient fermement défendre l'intérêt national de la Russie en Ukraine. À leurs yeux, tout rapprochement de l'Ukraine avec l'UE ou l'OTAN porte préjudice aux intérêts vitaux de la Russie. Sûrs de leur bon droit et persuadés de la pusillanimité des dirigeants occidentaux, ils ont commis plusieurs erreurs d'appréciation majeures. Ils ont, en particulier, sous-estimé le degré de cohésion et la capacité de réaction des « Occidentaux », ainsi que leur attachement au droit international et aux principes de sécurité collective en Europe. Ces fausses perceptions les ont conduits à prendre des décisions précipitées qui, en réalité, portent préjudice aux positions géopolitiques de la Russie et qui comportent des risques politiques pour le régime.

Défendre la sphère d'influence russe

Le premier objectif des dirigeants russes était de défendre la sphère d'influence russe. Ils interprètent l'élargissement de l'UE et de l'OTAN en Europe de l'Est comme une volonté délibérée des « Occidentaux » d'affaiblir la Russie. Pour preuve de cette volonté de nuisance, ils citent volontiers les thèses de Zbigniew Brzezinski, le politologue américain d'origine polonaise, qui était conseiller à la sécurité nationale du président américain Jimmy Carter de 1977 à 1981 et dont les livres étaient déjà traduits en russe du temps de l'Union soviétique. Dans le cadre de ses fonctions, ce dernier a œuvré pour mettre un terme à la Détente. Ajoutée à la guerre en Afghanistan (1979-1989) et à la chute des prix du pétrole, la reprise de la course aux armements, au début des années 1980, a étranglé l'économie soviétique, déjà atone, et précipité l'effondrement de l'Union soviétique. Dans *Le Grand échiquier*, paru en anglais en 1997 et traduit en russe en 1998, Brzezinski plaide en faveur du maintien de l'hégémonie américaine, considérée comme un gage de stabilité pour le monde. Il estimait que les États-Unis devaient s'attacher à isoler la Russie de son « étranger proche » et, en particulier, de l'Ukraine. En effet, expliquait-il, privée de l'Ukraine, la Russie perdrait à la fois sa légitimité historique et son statut de puissance impériale. Elle ne pourrait plus prétendre incarner l'identité panslave, ni se poser en héritière de la Rus kiévienne, berceau historique de la Russie et lieu du baptême, en 988, du Grand-prince Vladimir qui, en abjurant le paganisme, imposa la foi orthodoxe de rite byzantin à son peuple. Sans l'Ukraine, poursuivait-il, la Russie ne pourrait plus non plus maintenir le même niveau de contrôle sur la mer Noire, porte de sortie vers la Méditerranée et les mers chaudes. D'un mot, la Russie se verrait confinée au statut de puissance régionale⁵³. La parution de cet ouvrage a peu ou prou coïncidé avec l'intégration de la Pologne, de la Hongrie et de la République tchèque dans l'Alliance atlantique et avec les bombardements de l'OTAN sur les

⁵³ Zbigniew Brzezinski, *Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Paris, Pluriel, 1997, trad. de l'anglais. Des extraits concernant l'Ukraine peuvent être consultés ici : « [Le Grand Échiquier: Ukraine, Brzezinski avait tout prévu](#) », *Les Observateurs*, 17 mars 2014.

positions serbes dans la guerre au Kosovo, en 1999. Cette même année, Vladimir Poutine a accédé au pouvoir, d'abord en tant que Premier-ministre, puis en tant que dauphin du Président Eltsine démissionnaire.

On peut estimer que les dirigeants russes intentent un faux procès à « l'Occident », lorsqu'ils l'accusent d'être à l'origine de l'effondrement de l'Union soviétique – dont l'inefficacité économique n'est plus à prouver – ou d'avoir volontairement affaibli la Russie dans les années 1990 – alors que la Russie a été invitée à rejoindre le G7 en 1998, à un moment où son économie était moribonde. On peut aussi considérer que la manière dont ils dépeignent les décisions et les pratiques de l'OTAN en Europe depuis la fin de la Guerre froide ne résiste pas à un examen attentif des faits⁵⁴. Il n'empêche que ces représentations constituent la grille d'analyse à travers laquelle ils perçoivent les rapports de force présents et la réalité des relations internationales. L'annexion de la Crimée, en mars 2014, répondait à un calcul stratégique précis : affirmer la puissance de la Russie sur la scène internationale et mettre un coup d'arrêt définitif à la « politique d'expansion » de l'UE et de l'OTAN en Europe de l'Est⁵⁵. Au début du mois de novembre 2013, l'OTAN avait procédé au plus grand exercice organisé en Europe depuis 2006, ce qui avait suscité de vives réactions à Moscou. Baptisé « Seadfast Jazz », l'exercice avait mobilisé quelque 6000 hommes dont 1200 Français dans les États baltes et en Pologne suivant un scénario de guerre froide⁵⁶. Le même mois, l'Union européenne avait signé avec la Moldavie et la Géorgie, deux anciens pays de l'Union soviétique, un accord d'association et de libre-échange. Le 21 novembre, le Président ukrainien Yanoukovitch avait renoncé *in extremis*, sous la pression du Président Poutine, à signer ce même accord.

Pour justifier l'annexion de la Crimée, les dirigeants russes et leurs relais d'opinion en Europe ont développé un argumentaire bien rôdé. Le premier argument est de nature historique : la Crimée serait une terre russe de toute éternité (en fait la conquête date de 1783 sous le règne de la Grande Catherine), et n'aurait été offerte à l'Ukraine en 1954 que par complaisance, Nikita Khrouchtchev ayant dirigé le Comité central du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) en Ukraine (1938-1949) avant de gagner Moscou et de devenir le Premier secrétaire du PCUS (1953-1964)⁵⁷. Le deuxième est un argument de principe : le rattachement de la Crimée à la Russie refléterait la volonté du « peuple de Crimée », consulté par référendum dans des conditions contestables. De tous, c'est celui qui paraît le mieux fondé, la Crimée étant, en effet, peuplée de nombreux Russes ethniques, tiraillés de longue date entre les deux pays et attirés par les retraites russes⁵⁸. Le troisième est un argument de pure propagande : la Russie se devait d'intervenir, des extrémistes ukrainiens d'extrême-droite menaçant d'anéantir physiquement les Russes et russophones de Crimée. Enfin, le quatrième est un argument à caractère géopolitique : Kiev pouvait remettre en cause le traité russo-ukrainien de 2010 concernant le bail de la base navale russe de Sébastopol qui

⁵⁴ Voir « [Accusations de la Russie. Mise au point](#) », site de l'OTAN, avril 2014 ; Steven Pifer, « [Did NATO Promise Not to Enlarge? Gorbachev Says 'No'](#) », mis en ligne sur le site de la Brookings le 6 novembre 2014. Lire aussi l'interview accordée par Mikhaïl Gorbatchev à Maxim Korshunov, « [Mikhail Gorbachev: I am against all walls](#) », *Russia Beyond The Headlines*, 16 octobre 2014. Sur la position et le rôle de la France à la fin de la Guerre froide, voir Frédéric Bozo, *Mitterrand, la fin de la Guerre froide et l'unification allemande. De Yalta à Maastricht*, Paris, Odile Jacob, 2005.

⁵⁵ Pour une critique de la perception russe d'une « expansion occidentale » à ses marges, voir Anne Applebaum, « [Don't Accept Putin's Version of History](#) », *Slate*, 17 octobre 2014. Éditorialiste au *Washington Post*, Anne Applebaum est aussi historienne, auteur d'un livre sur l'histoire du goulag. Elle vit en Pologne.

⁵⁶ « [L'exercice Steadfast Jazz de l'OTAN démarre](#) », 2 novembre 2013, site de l'OTAN. www.nato.int

⁵⁷ Pour mieux connaître l'histoire de la Crimée, écouter l'émission « Concordance des temps » animée par l'historien Jean-Noël Jeanneney qui recevait le 3 mai 2014 sur France Culture l'historien Pierre Gonneau, Professeur à la Sorbonne et Directeur d'études à l'École des Hautes études, auteur d'une biographie d'Ivan le Terrible (Tallandier, 2014) : « [La Crimée : russe ?](#) ».

⁵⁸ Cf. Emmanuelle Armandon, *La Crimée entre Russie et Ukraine*, Bruxelles, Bruylant, 2013.

courait jusqu'en 2042 et l'OTAN aurait eu l'intention d'installer une base en Crimée, ce qui, à ce jour, reste à prouver.

Comme le remarque Fiodor Loukianov, l'influent rédacteur en chef de la revue *Russia in Global Affairs* et Directeur du Conseil de Politique Etrangère et de Défense (SVOP)⁵⁹, jusqu'à l'affaire de Crimée incluse, le président russe avait toujours adopté l'attitude d'un réaliste prudent et pragmatique. Depuis son discours du 18 mars⁶⁰ justifiant l'annexion, il se livre au « romantisme nationaliste » : « Lorsque la rhétorique romantique prend le dessus, même à des fins instrumentales, elle touche des cordes extrêmement sensibles dans la population. Survient alors un fort élément d'irrationalisme qui peut aller jusqu'à l'exaltation nationale. » Cet idéalisme isole la Russie dans la mesure où aucune puissance n'a intérêt à apporter son concours pour réparer une hypothétique « injustice historique » (tel est perçu le rattachement de la Crimée à l'Ukraine en 1954). Loukianov conclut que la guerre civile en Ukraine ramène la Russie du niveau global au niveau local : « la Russie s'embourbe dans une confrontation intestine dont l'objectif n'est pas clair, dont les moyens sont douteux, alors que de son issue ne dépend ni le cours de la politique mondiale, ni la répartition imminente des forces »⁶¹.

En termes d'influence dans le monde, la politique ukrainienne de la Russie a des conséquences désastreuses. Aucun État au monde n'a reconnu le rattachement de la Crimée à la Fédération de Russie. Souvent citée en exemple, l'indépendance du Kosovo ne constitue pas un précédent. Elle a été reconnue par 108 pays, dont 24 des 28 membres de l'UE. De plus, suite à son détachement de la Serbie, le Kosovo n'a rejoint aucun État : l'Albanie ne l'a pas incorporé, bien que les habitants du Kosovo soient majoritairement de culture albanaise. Le dialogue et la confiance sont rompus avec les pays occidentaux. Le Président russe est plus isolé que jamais. Le 16 novembre 2014, il a quitté de façon anticipée le sommet du G20 à Brisbane, en Australie, après avoir reçu un accueil glacial et subi les propos acerbes de ses homologues occidentaux. En termes de sécurité, le bilan est plus contrasté. Certes la Russie garde le contrôle de la base de Sébastopol, où est basée sa flotte de la mer Noire. Elle étend sa capacité de projection sur la mer Noire et renforce son accès à la Méditerranée. Elle accroît sa présence militaire sur la péninsule où elle pourrait avoir déployé une partie de son arsenal nucléaire⁶². Mais sa transformation en forteresse assiégée constitue-t-elle une stratégie de long terme et une source de puissance ? Au vu des récentes initiatives de l'OTAN, il est permis d'en douter.

Les événements d'Ukraine ont conduit l'OTAN à renforcer sa présence en Europe de l'Est, ce que les dirigeants russes voulaient à tout prix et en premier lieu éviter. La Pologne et les pays Baltes ont demandé des garanties supplémentaires pour assurer leur sécurité et leur intégrité territoriale, plaidant en faveur de la création de bases permanentes de l'OTAN sur leur sol. Lors du sommet de Wales, au début du mois de septembre 2014, l'OTAN a approuvé des déploiements de troupes

⁵⁹ Le Conseil pour la Politique étrangère et de Défense (SVOP) est une organisation non gouvernementale fondée au lendemain de l'effondrement de l'Union soviétique, en février 1992, qui se donne pour mission de participer à l'élaboration des orientations stratégiques de la Russie, de sa politique extérieure et de sa politique de défense. Think tank lié au pouvoir, le SVOP se déclare attaché à la défense « des intérêts nationaux de la Russie et des valeurs démocratiques ». www.svop.ru

⁶⁰ [Le discours prononcé par Vladimir Poutine le 18 mars 2014](#) est disponible sur le site du Kremlin.

⁶¹ Fiodor Loukianov, « [Le romantisme à la place du calcul](#) », *Rossiâ v global'noj politike*, 7 août 2014, en russe. Politologue influent, l'auteur fait partie de la direction du Conseil de Politique Etrangère et de Défense (SVOP). Il est rédacteur en chef de la revue *Russia in Global Affairs*. www.globalaffairs.ru

⁶² Roman Olearnik, Sam Jones, « [Nato accuses Moscow of helping Ukraine rebels to carve out state](#) », *Financial Times*, 12 novembre 2014.

rotationnels, et non permanents, en Europe de l'Est, de façon à ne pas compromettre l'acte fondateur des relations OTAN-Russie, signé en 1997⁶³. De plus, l'OTAN a décidé d'aider l'Ukraine à moderniser ses forces armées, en les rendant plus efficaces et plus transparentes. À cette fin, elle a mis sur pied cinq fonds d'affectation visant à améliorer le commandement, le contrôle, la communication, l'informatique, la logistique et la cyber-défense des forces armées ukrainiennes, ainsi que la gestion du personnel militaire et la réhabilitation des blessés. De nouveau réunis le 2 décembre 2014, les ministres des Affaires étrangères des 28 pays membres de l'OTAN ont condamné le renforcement du dispositif militaire russe en Crimée et sur la mer Noire, ainsi que la livraison aux séparatistes pro-russes de chars et de systèmes de défense aérienne. À cette occasion, le Secrétaire général Jens Stoltenberg a déclaré que « face à l'action continue et délibérée de déstabilisation de l'Ukraine que mène la Russie, l'OTAN continuerait d'apporter un soutien politique ferme à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine ». Il a appelé la Russie « à retirer ses forces et ses équipements militaires déployés en territoire ukrainien et le long de la frontière avec l'Ukraine » et à accepter un contrôle international effectif de la frontière⁶⁴. Une semaine plus tôt, il avait publiquement admis que les portes de l'OTAN restaient ouvertes à l'Ukraine, ce à quoi le président Poroshenko avait répondu prudemment, annonçant que son pays se conformerait aux critères d'adhésion de l'Alliance Atlantique et qu'« une fois atteints, le peuple ukrainien pourrait décider par référendum »⁶⁵. Cependant, le 2 décembre, les ministres des Affaires étrangères des pays de l'OTAN ont décidé que ce sujet n'était pas d'actualité.

Prévenir toute contagion révolutionnaire

Le deuxième objectif était politique : l'annexion de la Crimée répondait aussi – peut-être avant tout – à des calculs de politique interne. Dans les années 2000, la légitimité du régime du Président Poutine reposait sur sa capacité à assurer la prospérité économique du pays. Le niveau de vie a augmenté pendant cette période plus rapidement qu'à tout autre moment de l'histoire russe, même si les disparités régionales et les écarts de richesse demeurent marqués. En l'espace de dix ans, le revenu per capita est ainsi passé de 2000 à plus de 10000 dollars par an. La crise économique mondiale de 2008 a porté atteinte à cet équilibre. D'après des études d'opinion, le niveau de confiance de la population russe à l'égard des autorités n'a cessé de décliner entre le conflit armé avec la Géorgie, en août 2008, et l'annexion de la Crimée, en mars 2014. Cette désaffection se manifestait aussi dans les urnes, le parti du pouvoir Russie Unie étant particulièrement impopulaire. En décembre 2011, à la suite de fraudes massives observées lors des élections législatives, des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue pour protester – fait rarissime en Russie. Alors que le Premier ministre Poutine avait peu auparavant manifesté son intention de briguer un troisième mandat présidentiel en 2012 – il avait cédé sa place à Medvedev en 2008, la constitution russe n'autorisant que deux mandats consécutifs –, les manifestants exhibaient des banderoles sans équivoque : « Poutine voyou », « escrocs et voleurs, rendez-nous les élections ». Réélu président en 2012 dès le premier tour avec une confortable majorité, Vladimir Poutine a abandonné les justifications économiques pour arborer des positions conservatrices. Il a mis en avant un discours de restauration de la grandeur russe qui n'est pas sans rappeler les positions des tsars

⁶³ Jeffrey Mankoff, « [U.S.-Russian relations. The path ahead after the crisis](#) », *Potomac Paper 22*, Institut Français de Relations internationales, décembre 2014.

⁶⁴ « [NATO Foreign Ministers discuss Allied security. Ukraine, Afghanistan at one-day talks](#) », site de l'OTAN, 2 décembre 2014 ; « [NATO stands with Ukraine, steps up practical support](#) », site de l'OTAN, 2 décembre 2014.

⁶⁵ « [Nous déciderons par référendum s'il faut intégrer l'OTAN](#) », *service russe de la BBC*, 24 novembre 2014.

Nicolas Ier (1825-1855) ou Alexandre III (1881-1894). Ce discours repose sur l'idée que la Russie aurait, pour des raisons spirituelles et géopolitiques, une destinée à part, et qu'elle serait assaillie d'ennemis prêts à l'attaquer, non seulement politiquement et militairement, mais aussi culturellement⁶⁶. Ce discours s'accompagne d'une diabolisation de « l'Occident », dont le libéralisme, le matérialisme et la prétendue « décadence morale » sont dénoncés.

Dans ce contexte politique, l'annexion de la Crimée visait à empêcher tout scénario de type révolutionnaire en Russie et remplissait une fonction de mobilisation de la société russe. C'est du moins l'avis de la politologue Lilia Shevtsova, auteur de plusieurs livres sur le système politique russe, qui dirigeait jusqu'à récemment le Centre Carnegie à Moscou⁶⁷. Le caractère éminemment subversif de la contestation ukrainienne pour le régime russe est difficilement perceptible à un public non russophone. Les problèmes pointés par les manifestants de Maïdan, tels que la privatisation de l'État, la corruption de l'administration et l'arbitraire de la justice, se posent aussi avec acuité en Russie. La plupart des Ukrainiens sont parfaitement bilingues. Ils ont tous ou presque de la famille et des amis en Russie, en particulier ceux qui utilisent le russe dans leur vie privée. La reconnaissance de l'identité ukrainienne, longtemps réprimée⁶⁸, ne doit pas occulter ce que les Russes et les Ukrainiens ont en commun. Ils ont en partage une langue, une culture politique et l'expérience soviétique : les références historiques, les anecdotes et les insultes sont les mêmes. Pour qui connaît les deux pays, l'aspiration à la liberté qui s'exprimait à Kiev, pendant l'hiver 2013-2014, offrait un contraste saisissant avec la chape de plomb qui régnait à Moscou ; la libre parole qui s'affichait dans les rues et sur les réseaux sociaux d'Ukraine tranchait avec la langue de bois, le double langage et l'attitude compassée qui avaient cours en Russie. En dénigrant les manifestants de Maïdan, puis en annexant la Crimée, les autorités russes se sont mises à parler la langue des extrêmes, par l'intermédiaire de leurs thuriféraires d'abord, puis elles-mêmes. Elles ont répondu au danger que représentait la déferlante contestataire venue d'Ukraine en lui opposant la rhétorique nationaliste et la sémantique complotiste.

D'une certaine manière, elles ont aussi été prises au piège de la propagande. Les médias télévisés russes présentant, depuis des mois, les manifestants de la Place Maïdan comme des néo-nazis antirusses à la solde des Américains, la fuite du Président Yanukovitch dans la nuit du 21 au 22 février 2014 constituait un sérieux camouflet pour Moscou. Ces mêmes médias accusant de longue date le Département d'État américain d'avoir orchestré les révolutions de couleur dans l'espace ex-soviétique (la révolution des roses en Géorgie en 2003, la révolution orange en Ukraine en 2004 et la révolution des Tulipes au Kirghizstan en 2005), de même que les révolutions dans le monde arabe, pour consolider les positions stratégiques des États-Unis et porter atteinte aux intérêts de la Russie, le renversement du président ukrainien apparaissait comme une nouvelle victoire de Washington face à Moscou. Il incombait de remédier à cette situation des plus critiques. Lancée dans l'euphorie des jeux olympiques de Sotchi, organisés et gagnés par la Russie, l'annexion a soulevé l'enthousiasme en Russie. Le Président Poutine a atteint des records de popularité, ce dont témoignent maintes

⁶⁶ Alexander Kliment, « [Putin's Fairy Tale. Why Russia Will Try – and Fail – To Build a New Empire](#) », *Foreign Affairs*, 31 mars 2014.

⁶⁷ Lilia Shevtsova, interview intitulée « [Vous êtes un laboratoire. Poutine vous utilise pour mettre au pas la Russie](#) », *inforest.org*, 18 septembre 2014, en russe ; Vladislav Inozemtsev, « [Understand Putin by Understanding What Scares Him Most: Democracy](#) », *Huffington Post*, 8 août 2014.

⁶⁸ Pour mieux connaître l'histoire de l'Ukraine, écouter l'émission « [Concordance des temps](#) » animée par Jean-Noël Jeanneney qui recevait le 2 février 2014 sur France Culture l'historien Nicolas Werth, Directeur de recherche à l'Institut du temps Présent du CNRS, auteur de nombreux ouvrages de référence sur la période stalinienne : « [Entre l'Est et l'Ouest : l'Ukraine déchirée](#) ».

études d'opinion depuis le mois de mars 2014. Le Directeur du Centre d'analyse sociologique Levada, Lev Gudkov, estime, à ce sujet, que « la conscience d'appartenir à une grande puissance permet à beaucoup de ne pas prêter attention à la misère noire de leur vie personnelle, à l'arbitraire des fonctionnaires, à la vulgarité des mœurs et au dysfonctionnement des institutions »⁶⁹, d'oublier, en somme, tout ce contre quoi des Ukrainiens se sont soulevés, en occupant, trois mois durant, la place Maïdan à Kiev, par des températures glaciales. De plus, si elle demeure très élevée, la popularité du Président Poutine doit être relativisée⁷⁰. Étant donné le climat de suspicion actuel et la mémoire des répressions staliniennes, il est difficile de croire que toutes les personnes interrogées répondent avec sincérité aux questions d'un inconnu par téléphone.

Au premier abord, l'annexion de la Crimée a été un succès politique complet pour le Kremlin. Non seulement le président russe est devenu extrêmement populaire, mais le paysage politique a évolué dans un sens opportun pour le parti au pouvoir Russie Unie. Très hétéroclites, les partis politiques favorables à l'annexion et à la guerre ont le vent en poupe. Les personnalités publiques opposées à l'annexion de la Crimée sont vilipendées dans les médias et qualifiées de « traîtres à la nation » (*natspredateli*). L'opposition démocratique, dite « libérale », sort considérablement isolée et affaiblie de cette période d'exaltation nationale. Présentée comme une « cinquième colonne », elle ne constitue pas aujourd'hui une alternative politique crédible. Certaines de ses figures de proue, comme le champion d'échec Garry Kasparov, l'écrivain Boris Akounine ou l'homme d'affaire et ancien haut-fonctionnaire Alfred Koch, ont pris le chemin de l'exil. Des opposants de premier plan sont sous les verrous, comme le chef de file de l'extrême gauche Sergueï Oudaltsov, ou en résidence surveillée, comme le leader de la lutte anti-corruption Alexeï Navalny, dont le frère Oleg a été condamné, en décembre 2014, à trois ans d'emprisonnement en colonie pénitentiaire dans le cadre d'une affaire vraisemblablement montée de toutes pièces. Des opposants moins en vue sont régulièrement poursuivis en justice et condamnés à de lourdes peines pour des motifs spécieux⁷¹. Cet engouement nationaliste sera-t-il durable ? Les sondeurs d'opinion observent déjà des signes de lassitude face à la propagande, ainsi qu'une inquiétude croissante face à la perte de pouvoir d'achat et à la cherté de la vie. Cependant, le système semble plus verrouillé que jamais. Lors des élections législatives et sénatoriales de septembre 2014, les candidats du parti « Russie Unie » ont dominé le scrutin. Nombre de candidats indépendants qui auraient pu constituer une alternative politique au niveau local ont été empêchés de se présenter. D'autres y ont renoncé en raison du climat politique⁷².

Préserver les intérêts économiques russes

L'annexion de la Crimée visait, en dernier lieu, à préserver les intérêts économiques de la Russie, en particulier à empêcher la signature de l'accord de libre-échange entre l'Ukraine et l'UE. Les économies russe et ukrainienne demeurent très intégrées. L'inclusion, même partielle, de l'Ukraine dans le système économique de l'Union européenne pose des défis à la Russie que ses dirigeants ne

⁶⁹ Andreï Mozjukhin, « [La Russie vit actuellement dans une ère d'intemporalité](#) », *Russkaâ planeta*, 1^{er} novembre 2014, en russe. L'auteur relate les analyses faites par Lev Gudkov, le Directeur du Centre d'analyse sociologique Levada, lors d'un séminaire qui s'est tenu à la Haute École d'Économie de Moscou, le 30 octobre 2014.

⁷⁰ Voir les résultats du sondage de confiance effectué par le centre indépendant Levada au mois de novembre 2014 : « [Niveaux d'approbation et de confiance en novembre](#) », sondage d'opinion du Centre Levada, publié le 26 novembre 2014, en russe. Le Centre Levada est un institut de sondage indépendant. www.levada.ru

⁷¹ « [Condamné à quatre ans et demi de travaux forcés, Sergueï Mokhnatnik a été placé en détention](#) », *Novaâ Gazeta*, 10 décembre 2014, en russe.

⁷² Alexander Kynev, « [Des élections pour les siens](#) », *Vedomosti*, 7 octobre 2014, en russe.

peuvent ignorer. Lors des pourparlers russo-ukrainiens de novembre 2013, le Président Poutine aurait mis en avant l'argument économique pour convaincre son homologue ukrainien de rejeter l'accord d'association avec l'UE⁷³. Pour l'avocat russe Vladimir Pastukhov, chercheur invité à l'Université d'Oxford, « la guerre a commencé non pas tant en raison d'un surplus de force, qu'en raison d'un manque de force. C'est la démarche désespérée du faible contre le fort. Dans le cadre d'une économie ouverte, la Russie n'est tout simplement pas en mesure de défendre efficacement ses intérêts économiques et politiques en Ukraine. Si l'Ukraine devenait une zone de libre échange, la Russie serait, en toute probabilité, évincée d'Ukraine en l'espace de quelques années »⁷⁴. De ce point de vue, la stratégie russe en Ukraine est un échec complet. L'accord d'association entre l'UE et l'Ukraine a été ratifié en septembre 2014. Sa signature est quasiment acquise, même si elle a été reportée à l'année prochaine pour ménager Moscou. L'Europe et les grandes institutions internationales apportent un soutien financier massif à l'Ukraine. Le Fonds monétaire international (FMI) lui a accordé une aide de 17,1 milliards de dollars en avril 2014. L'UE lui a octroyé une aide macro-financière de 3 milliards de dollars, à laquelle vient s'ajouter un prêt de 8 milliards⁷⁵. D'autres levées de fonds sont en cours pour renflouer l'économie ukrainienne, menacée de s'effondrer.

Enfin, les grands projets géopolitiques que la Russie a portés ces dernières années, tels l'Union douanière et l'Union économique eurasiatique, battent de l'aile. Les relations avec la Biélorussie et le Kazakhstan, les deux principaux partenaires de Moscou, se sont détériorées. À la fin du mois d'août 2014, le président kazakh Noursoultan Nazarbaïev, au pouvoir depuis 1990, a annoncé que le Kazakhstan pourrait quitter l'Union économique eurasiatique, fondée avec la Russie et la Biélorussie quelques mois auparavant, le 29 mai. Au mois de novembre 2014, dans son adresse à la nation, il a détaillé les projets de coopération avec l'UE, la Chine, l'Iran, la Banque mondiale et la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement, sans faire mention d'une quelconque association avec la Russie⁷⁶. Le président biélorusse Alexandre Loukachenko, au pouvoir depuis 1994, s'est montré critique vis-à-vis de la politique russe en Ukraine. Connu pour ne pas mâcher ses mots, il déclarait, le 27 novembre 2014, à la suite de l'interdiction par la Russie des importations de viande en provenance de la Biélorussie : « j'ai l'impression qu'on veut, une fois encore faire la leçon à quelqu'un ou au monde entier au dépens de la Biélorussie. Mais nous ne sommes pas des chiots qu'on mène à la laisse »⁷⁷. Au début du mois de décembre suivant, la Biélorussie a rétabli les contrôles douaniers à la frontière russe, suspendant *de facto* les accords conclus dans le cadre de l'Union douanière, créée en juillet 2011⁷⁸.

⁷³ « [Après un an, on sait comment Yanoukovitch s'apprêtait à signer l'accord d'association avec l'UE et comment il a changé d'avis](#) », *Novoe vremia*, 25 novembre 2014, en russe (journal ukrainien).

⁷⁴ Vladimir Pastukhov, « [L'erreur du siège](#) », *Novaâ Gazeta*, 29 septembre 2014, en russe. Journal d'obédience libérale qui n'existe plus que sur internet.

⁷⁵ Cf. le document « [Support Package for Ukraine](#) » rédigé par la commission européenne.

⁷⁶ « [Nazarbaïev a déclaré que le Kazakhstan pouvait sortir de l'Union économique eurasiatique](#) », *Gazeta.ru*, 30 août 2014, en russe ; Vladislav Inozemtsev, « [Où va notre frère du Sud? Le Kazakhstan sur fond de la Russie](#) », *Moskovskij Komsomolets*, 26 novembre 2014, en russe.

⁷⁷ Anastasia Agamalova, « [Lukashenko 'est déprimé' par la conduite de la Russie concernant les livraisons de productions biélorusses](#) », *Vedomosti*, 27 novembre 2014, en russe.

⁷⁸ Vladislav Gordeev, « [La Biélorussie a rétabli les contrôles douaniers à la frontière avec la Russie](#) », *RosBusinessConsulting* (RBK), 8 décembre 2014, en russe.

■ L'UKRAINE, POINT AVEUGLE DE LA STRATEGIE RUSSE ?

Si les raisons de l'annexion semblent assez claires, l'interprétation des événements qui ont suivi s'avère plus épineuse. En avril 2014, le Président Poutine déclarait que les villes ukrainiennes de « Kharkov, Lougansk, Donetsk, Odessa ne faisaient pas partie de l'Ukraine du temps des tsars » et qu'il se réservait la possibilité d'utiliser les forces armées russes en Ukraine, conformément au vote du Conseil de la Fédération de Russie, la Chambre haute du parlement⁷⁹. Que cherchait le Kremlin en armant et en organisant des groupes séparatistes pro-russes dans l'Est de l'Ukraine, puis en y envoyant des troupes régulières à partir du mois d'août : la neutralisation ou la partition de l'Ukraine ? Souhaitait-il paralyser les nouvelles autorités de Kiev, tout en démontrant ce que des politiciens russes n'ont cessé de répéter, à savoir que l'Ukraine serait un « État failli » sans consistance historique, voué à disparaître ? Ou bien nourrissait-il des ambitions expansionnistes plus poussées ? Croyait-il au projet de ressusciter des limbes du passé Novorossia (Nouvelle Russie) ? *A posteriori* l'escalade de la violence dans l'Est de l'Ukraine apparaît comme une erreur stratégique majeure. Non seulement elle a entraîné un renforcement des sanctions, qui portent préjudice aux intérêts économiques et aux positions commerciales de la Russie, mais elle implique des pertes géopolitiques en Europe et des risques de déstabilisation en Russie. Or le Président a atteint un point de non retour : il ne peut infléchir sa politique sans courir le risque de passer pour faible et de s'attirer les foudres des nationalistes, galvanisés par des mois de propagande anti-occidentale et anti-ukrainienne. En d'autres termes, il a engagé son pays dans un processus de radicalisation et d'auto-isollement dont il est désormais lui-même prisonnier.

Le risque d'un enlèvement militaire

L'implication directe de la Russie dans les événements qui ont conduit à la guerre ne fait plus aucun doute depuis qu'Igor Strelkov-Guirkine, qui a dirigé les forces insurgées pro-russes en Ukraine du mois de mai au mois d'août 2014, se répand dans les médias. Ancien « ministre de la Défense » de la « République Populaire de Donetsk », Strelkov, de son vrai nom Guirkine, est un citoyen russe qui bénéficie d'une longue expérience des guerres insurrectionnelles : il a participé à la guerre de Transnistrie, puis à celle de Bosnie, en tant que volontaire aux côtés des forces serbes ; il a aussi servi dans les forces armées russes lors des deux guerres de Tchétchénie. Le 17 juillet 2014, il s'est vanté sur un réseau social d'avoir abattu un avion ukrainien quelques minutes avant le crash de l'avion de ligne de la Malaysia Airlines. Il a reconnu publiquement avoir le grade de colonel du FSB, avant de se rétracter. Piqué dans son orgueil, il répondait à un journaliste qui lui conférait le grade de lieutenant-colonel⁸⁰. Appartenant de longue date à l'extrême-droite nationaliste, il a accordé, au début du mois de décembre 2014, une longue interview au porte-drapeau du national-bolchevisme russe, l'écrivain et publiciste Alexandre Prokhanov, qui édite un journal, *Zavtra* (Demain), depuis plus de vingt ans. Dans cette interview, Strelkov-Guirkine reconnaît l'implication directe de la Russie dans le déclenchement de la guerre, déclarant : « Mais c'est tout de même moi qui ai appuyé sur la détente de la guerre. Si notre détachement n'avait pas franchi la frontière, tout se serait en fin de compte terminé comme à Kharkov, à Odessa. Il y aurait quelques dizaines de tués, de brûlés et d'interpellés. Et ça se serait terminé là-dessus. Mais pratiquement c'est notre détachement qui a lancé le volant

⁷⁹ « [Crise ukrainienne : la réunion à Genève a-t-elle une chance d'aboutir ?](#) », *Le Monde*, 17 avril 2014 ; Veronika Dorman, « [Moscou avance ses pions et son idée de 'Nouvelle Russie'](#) », *Libération*, 21 avril 2014.

⁸⁰ « [L'interview de Strelkov coupée par deux fois : pas un mot sur le FSB](#) », *service russe de la BBC*, 2 décembre 2014.

d'inertie de la guerre qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui. On a rebattu toutes les cartes sur la table. Toutes ! »⁸¹.

Les autorités russes ont semblé hésitantes sur la tactique à adopter au Donbass. En octobre 2014, elles cherchaient apparemment à geler le conflit⁸², mais elles n'ont pas pu ou pas voulu empêcher la poursuite sporadique des combats. Dans une interview accordée au début du mois d'octobre 2014, Alexander Zakharchenko, le « Premier-ministre » de la « République Populaire de Donetsk » (« RPD »), commandant du bataillon « Oplot », déclarait qu'on lui avait demandé de battre en retraite. À mot couvert, il envisageait la possibilité d'être trahi par ses mentors russes⁸³. Le 12 octobre 2014, le Président Poutine ordonnait la dislocation des forces russes massées près de la frontière ukrainienne depuis le printemps : 17600 militaires devaient rejoindre leur base d'origine. Le même jour, le Président Poroshenko acceptait la démission de son ministre de la Défense, le général de corps d'armée Valeriy Heletey, l'architecte des « opérations anti-terroristes », menées depuis la fin du printemps dans l'Est de l'Ukraine pour regagner les territoires ukrainiens perdus sur les insurgés pro-russes. Au même moment, les diplomates et les télévisions russes changeaient de ton. Les uns offraient leurs offices pour résoudre le conflit israélo-palestinien ou combattre l'« État islamique en Irak et au Levant ». Les autres renonçaient aux anathèmes rappelant les plus belles heures de la période soviétique : les autorités ukrainiennes n'étaient plus qualifiées de «unte fasciste » ; les insurgés du Donbass n'étaient plus désignés par le terme laudatif de « défenseur populaire » (*opolchentsy*)⁸⁴, mais par celui, plus réprobateur, de « rebelles » (*povstantsy*).

Cette accalmie n'aura été que de courte durée. À la fin du mois d'octobre 2014, le même Alexander Zakharchenko déclarait qu'il ne reconnaissait pas l'accord de cessez-le-feu, que lui-même avait signé à Minsk, le 5 septembre, avec l'ancien président ukrainien Léonid Koutchma (1994-2005), l'ambassadeur russe en Ukraine Mikhaïl Zourabov, la représentante de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), la diplomate suisse Heidi Tagliavini, et le « dirigeant » de la « République Populaire de Lougansk » (RPL) Igor Plotnitski, ajoutant que ses troupes attaqueraient bientôt Marioupol, une ville portuaire de la mer Noire, située à 50 km de la frontière russe. Le 4 novembre 2014, Zakharchenko et Plotnitski ont été respectivement élus « Président de la RPD » et « Président de la RPL », aux termes d'élections qui n'ont été reconnues par aucun pays, pas même par la Russie qui s'est contentée de déclarer qu'elle en « respectait » les résultats⁸⁵. Quelques jours plus tard, des colonnes de blindés et de troupes russes ont de nouveau franchi la frontière

⁸¹ En russe : « Но спусковой крючок войны всё-таки нажал я. Если бы наш отряд не перешёл границу, в итоге всё бы кончилось, как в Харькове, как в Одессе. Было бы несколько десятков убитых, обожженных, арестованных. И на этом бы кончилось. А практически маховик войны, которая до сих пор идёт, запустил наш отряд. Мы смешали все карты на столе. Все! », dans « [Qui donc es-tu, Strelkov ?](#) », entretien entre Igor Strelkov-Guirkine et Alexandre Prokhanov, *Zavtra*, 19 novembre 2014, en russe. *Zavtra* est un journal d'extrême-droite, connu pour ses positions nationalistes, impérialistes et antisémites. Il prône actuellement une « opposition idéologique » au pouvoir en place qu'il soutient. Alexandre Prokhanov en est le rédacteur en chef depuis 1993.

⁸² Natalia Galimova, Dmitri Kartsev, Vladimir Dergatchev, « [La guerre s'arrête pour l'hiver. Poroshenko a demandé la démission du ministre de la Défense Heletey](#) », *Gazeta.ru*, 12 octobre 2014, en russe.

⁸³ Marina Akhmedova, « [Le chef du Donbass](#) », *Russkij reporter*, n°39, 9 octobre 2014, en russe. Interview d'Alexander Zakharchenko, chef de guerre, « premier ministre », puis « Président » de la « République populaire de Donetsk ».

⁸⁴. Pendant la campagne napoléonienne de Russie (1812) et la Seconde guerre mondiale, le terme *opolchentsy* désignait les résistants et les volontaires issus du peuple, qui organisaient des embuscades contre l'ennemi et venaient en aide à l'armée régulière.

⁸⁵ Pour une présentation des principaux leaders séparatistes, voir Devin Ackles, « [A Guide to the Warlords of Ukraine's 'Separatist Republics'](#) », *Medium.com*, 13 novembre 2014 ; Vladimir Dergatchev, Natalia Galimova, Sergueï Podosenov, « [Nous respectons, mais ne reconnaissons pas](#) », *Gazeta.ru*, 5 novembre 2014, en russe ; Alexander Morozov, « [Le glamour de la guerre](#) », *Solta.ru*, 15 décembre 2014, en russe. L'auteur interprète les représentations visuelles de la guerre dans l'Est de l'Ukraine.

ukrainienne⁸⁶. Le 22 novembre, le nouveau ministre ukrainien de la Défense, Stepan Poltorak, a dénoncé la présence de 7500 soldats russes dans le Sud-est de l'Ukraine. Au début du mois de décembre, l'aéroport de Donetsk, tenu par les forces armées ukrainiennes au prix de pertes humaines importantes, ainsi que Marioupol, étaient de nouveau pilonnés par l'artillerie des insurgés pro-russes.

Comment expliquer la reprise des hostilités ? Quels buts de guerre les forces russes s'assignent-elles ? Ces manœuvres militaires pourraient être interprétées comme un aveu de faiblesse. Perdant sur le front diplomatique et économique, le Kremlin chercherait à obtenir une victoire militaire dans l'espoir de négocier en position de force. La chancelière allemande qui est en contact régulier avec le Président Poutine depuis le début de la crise ukrainienne a décidé, en novembre, de changer de mode opératoire. Lors d'un long entretien en tête-à-tête au sommet du G20 à Brisbane, elle lui a demandé ce qu'il souhaitait obtenir ; il se serait montré incapable de répondre⁸⁷. À la fin du mois de novembre, tout en menaçant l'Ukraine d'une invasion terrestre, Moscou exigeait des autorités ukrainiennes qu'elles reconnaissent les deux « républiques populaires » et qu'elles renoncent à toute perspective d'intégration dans l'UE et l'OTAN. Ce regain d'hostilité pourrait aussi trahir une guerre de pouvoir au sein de l'establishment russe. D'après l'opposante Olga Romanova, le vice-Premier ministre et Directeur général de Rosneft Igor Setchin et le ministre de la Défense Sergueï Choïgou se livreraient une lutte sans merci. À l'en croire, le Président Poutine « ne peut rien faire car il est devenu l'otage de la lutte entre les deux clans qui restent forts : l'armée et le FSB. Setchin pour les services secrets ; Choïgu pour l'armée. Et ce qui se passe en Ukraine maintenant est aussi le résultat de cette lutte, parce que Strelkov et Borodaï, ce sont les gens de Setchin. Ils sont à présent écartés parce que Setchin – en tant que Rosneft – perd énormément du fait des sanctions dues à la guerre, et il est dans son intérêt de mettre un terme à cette histoire, à la différence de Choïgu, dans la mesure où pour lui cela représente du budget. Ce sont les gens de Choïgu qui combattent en ce moment dans l'Est de l'Ukraine.⁸⁸ »

En raison des initiatives prises par l'OTAN, de l'aguerrissement de l'armée ukrainienne, ainsi que de plusieurs incertitudes de taille, les forces russes qui combattent en Ukraine sont moins assurées de la victoire qu'au moment du déclenchement des hostilités au printemps 2014. La première incertitude concerne la capacité de Moscou à définir une ligne politique et une stratégie militaire claire en Ukraine, et à les faire accepter et appliquer par toutes les forces russes et pro-russes impliquées dans le conflit. L'état-major russe contrôle-t-il les insurgés pro-russes, les volontaires russes et les mercenaires étrangers en Ukraine ? À quelle chaîne de commandement les forces non régulières répondent-elles et jusqu'à quel point acceptent-elles de suivre les ordres de

⁸⁶ Le 4 novembre 2014, le Secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg a déclaré que des troupes russes étaient à nouveau massées le long de la frontière ukrainienne et que la Russie continuait de soutenir les séparatistes, en les formant et en les équipant et d'envoyer des divisions spéciales dans l'Est de l'Ukraine. Le 11 novembre, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) a déclaré avoir observé un convoi de 43 camions militaires, dont certains transportaient des armes, à trois kilomètres de Donetsk. Dans les jours suivants, des colonnes de chars ont été observées.

⁸⁷ Noah Barkin, Andreas Rinke, « [Merkel hits diplomatic dead-end with Putin](#) », *Reuters*, 25 novembre 2014.

⁸⁸ Olga Romanova, « [Une guerre de clans a lieu en Russie](#) », interviewée par Natalia Radina, *Charter97*, 19 novembre 2014, en russe. Olga Romanova dirige le mouvement Rus' sidiashchaia (La Rous emprisonnée), une association rassemblant les parents de personnes condamnées injustement, à la suite d'affaires fabriquées ou du paiement d'un pot de vin. Ce sont généralement des entrepreneurs, victimes d'un concurrent déloyal ou d'un fonctionnaire avide, mais aussi, d'après le site, « des artistes, des officiers, des poètes, des docteurs et des instituteurs, tous ceux qui n'ont pas la force d'observer de loin l'arbitraire judiciaire ». – site : www.zekov.net
Cf. « [Olga Romanova : l'engagement contre l'injustice](#) », *Mediapart*, 30 janvier 2014 ; « [Russia faces to watch : Olga Romanova](#) », *BBC*, 29 février 2012.

Moscou ? D'après le témoignage de Strelkov-Guirkine, l'anarchie régnait, en août 2014, au sein de la rébellion pro-russe et la concurrence était féroce entre les différents chefs de guerre des insurgés. Par ailleurs, qui définit à Moscou la politique russe en Ukraine ? Les opérations dans le Sud-est de l'Ukraine sont supervisées par le Conseiller du Président Poutine d'origine tchétchène Vladislav Sourkov, le travail courant étant assuré par la Direction de la Coopération avec les pays de la Communauté des États Indépendants (CEI), de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, dirigée par Oleg Markovitch Govoroun. À la fin du mois de novembre 2014, le département chargé, au sein de cette direction, des relations avec la « RPD » et la « RPL », était en sous-effectif car plusieurs fonctionnaires avaient inopinément présenté leur démission. L'un d'eux reconnaissait que « la situation n'était pas simple, et (que) pour le moment il n'existait pas de plan de sortie de crise en acier »⁸⁹. On peut raisonnablement supposer que, dans ces circonstances, les conflits d'intérêt s'aiguisent entre le ministère de la Défense, l'état-major, le GRU, le FSB et les autres services concernés par la guerre en Ukraine.

La deuxième incertitude concerne l'attitude des soldats engagés dans le conflit. Accepteront-ils encore longtemps de participer à une guerre sans nom et sans objet contre un « peuple frère », si proche par l'histoire, la langue et la culture ? Récemment 250 d'entre eux ont refusé de signer un contrat aux termes duquel ils auraient été envoyés en Ukraine⁹⁰. Les appelés seraient nombreux à se blesser volontairement pour éviter d'être déployés au Donbass. Plusieurs scandales ont éclaboussé l'armée depuis l'été. La guerre n'étant pas déclarée, les corps des soldats morts au combat ont d'abord été rapatriés en Russie en catimini, dans des camions baptisés « Gruz 200 », comme au temps de la guerre d'Afghanistan⁹¹. Au début de leur offensive terrestre, au mois d'août 2014, les troupes régulières russes ont remporté plusieurs victoires, bénéficiant de l'effet de surprise et de la supériorité technologique de leurs équipements. Cependant, elles n'ont pas tardé à essuyer des pertes significatives⁹². À la fin du mois d'août, un journaliste d'investigation dénommé Lev Shlosberg, élu sous la bannière du parti de l'opposition démocratique labloko, a révélé que des parachutistes de la 76^{ème} division, basée dans la ville de Pskov, étaient morts en Ukraine, alors qu'ils étaient censés effectuer des exercices d'entraînement dans la région frontalière de Rostov. Il décrivait aussi comment ces membres des troupes d'élite avaient été enterrés : de nuit, à la hâte, sans honneurs militaires⁹³. Peu après sa parution de son article qui a fait grand bruit en Russie, il a été roué de coups par des inconnus et laissé pour mort. L'Association des Mères de soldats, très active pendant les deux guerres de Tchétchénie, s'est mobilisée pour alerter les familles de soldats et de conscrits sur leurs droits et les appeler à s'enquérir du lieu où se trouvait leur fils⁹⁴. Au même moment, les forces armées ukrainiennes ont commencé à diffuser sur internet le témoignage de jeunes soldats russes faits prisonniers, expliquant qu'il n'y avait pas de fascistes en Ukraine et qu'« on leur avait rabattu les oreilles » en Russie⁹⁵.

⁸⁹ Parmi les démissionnaires, il y a le directeur du Département et conseiller économique Vladimir Adveenko, le conseiller politique Boris Rapoport, et d'autres collaborateurs de rang inférieur. Cf. Piotr Kozlov, « [Les hauts fonctionnaires russes s'occupant de l'Ukraine ont démissionné](#) », *Vedomosti*, 1^{er} décembre 2014, en russe.

⁹⁰ « [250 appelés se sont rebellés](#) », *by24.org*, 13 novembre 2014, en russe.

⁹¹ Cf. le reportage de la photographe Maria Tourtchenkova, « [Gruz 200](#) », *Ekho Moskvy*, 2 juin 2014, en russe.

⁹² « [À Rostov on identifie en masse les corps des soldats russes](#) », *by24.org*, 14 septembre 2014.

⁹³ Lev Shlosberg, « [La guerre russo-ukrainienne. Les vivants et les morts](#) », *Ekho Moskvy*, 26 août 2014, en russe.

⁹⁴ Cf. Anna Colin-Lebedev, *Le cœur politique des mères. Analyse du mouvement des Mères de soldats en Russie*, Paris, éditions de l'EHESS, 2013.

⁹⁵ Anna Nemtsova, « [Russian soldiers reveal truth behind Putin's secret war](#) », *Newsweek*, 10 septembre 2014 ; « [L'interrogatoire du caporal I. V. Miltchakov, parachutiste russe, fait prisonnier le 25 août 2014](#) », vidéo en russe, mise en ligne sur youtube et visionnée plus de deux millions de fois.

Il n'existe pas de données officielles sur le nombre de Russes morts en Ukraine. D'après l'Office des Nations Unies chargé de l'aide humanitaire, le conflit en Ukraine a fait 4634 morts (y compris les 298 victimes du vol de la Malaysian Airlines) et 10423 blessés entre la mi-avril et le 7 décembre 2014. Selon Elena Vasilieva, une militante des droits de l'homme originaire de Mourmansk, qui a créé, au début du mois d'août, un groupe sur Facebook pour collecter des informations sur les pertes subies en Ukraine, 4000 citoyens russes, soldats ou volontaires, seraient morts entre le début des combats et le mois d'octobre ; entre 400 et 700 autres auraient péri dans les combats de l'aéroport de Donetsk⁹⁶. En l'état, ces chiffres sont invérifiables. Néanmoins, inquiets de ces initiatives venues de la société civile, les pouvoirs publics russes ont contre-attaqué. À la mi-octobre, la Douma a adopté un projet de loi visant à créer un jour de commémoration à la mémoire du soldat inconnu. Dans la foulée, le Président Poutine a signé une loi sur les compensations des parents de « soldats disparus sans laisser de traces lors d'exercices militaires »⁹⁷. L'Association des mères de soldats, qui s'est vu attribué le statut d'« agent de l'étranger » en 2013, a subi maints tracasseries. L'une des figures historiques de l'association est poursuivie en justice pour escroquerie, alors qu'elle ne mène aucune activité commerciale. Âgée de 73 ans, elle a été un temps incarcérée en octobre 2014⁹⁸.

La troisième incertitude concerne les capacités défensives et offensives de l'armée ukrainienne. Au moment de l'annexion de la Crimée, elles étaient quasiment nulles en raison de la désorganisation liée au changement de pouvoir et de l'infiltration de l'armée et des forces de police ukrainiennes par les services spéciaux russes. À cet égard, un changement radical s'est opéré depuis le début de la guerre, notamment grâce à l'aide de l'OTAN. Les forces armées et les bataillons de volontaires ukrainiens sont aujourd'hui mieux équipés, mieux préparés et mieux dirigés. Des chaînes de solidarité se sont constituées pour les ravitailler, les habiller et les soigner. Les dirigeants politiques et le haut commandement de l'armée sont déterminés à défendre l'intégrité territoriale de l'Ukraine. À la suite des élections législatives d'octobre 2014, qui ont vu la victoire des forces politiques démocrates et pro-européennes, le principal stratège de « l'opération anti-terroriste » menée par l'armée ukrainienne depuis le début de l'été, le général de corps d'armée Viktor Moujenko, a été maintenu dans ses fonctions de chef d'état-major, tandis que le général de corps d'armée Stepan Poltorak a été nommé ministre de la Défense. Ce dernier dirigeait auparavant la Garde nationale ukrainienne, formée au milieu du mois de mars 2014 après une première épuration des forces de police ukrainiennes (MVD). Enfin, en dépit du refus du Président Obama et de la Chancelière Merkel de livrer des armes de combat à l'Ukraine, cette dernière se dote des armements modernes qui lui faisaient défaut au commencement de la guerre. D'après des sources russes non confirmées, elle aurait déjà reçu des moyens de liaison, des instruments de renseignement, des armes de haute précision, des missiles anti-char, des hélicoptères et des véhicules blindés légers. Elle devrait recevoir, de pays ayant appartenu au Pacte de Varsovie, des avions, des hélicoptères et des navires de guerre de fabrication soviétique, au maniement desquels les pilotes ukrainiens sont

⁹⁶ Ekaterina Sergatskova, « [Elena Vasiljeva : Les militaires en Russie se cassent la jambe pour ne pas aller au Donbass](#) », *Ukrainskaâ Pravda*, 24 novembre 2014, en russe ; « [Plus de 4000 militaires russes sont morts en Ukraine – selon des activistes](#) », *Ukrainskaâ Pravda*, 10 octobre 2014, en russe. Site internet d'Elena Vasilieva : www.evasiljeva.ru

⁹⁷ « [Fédération de Russie : des compensations seront données aux disparus \(MIA\) au cours d'exercices](#) », service russe de la BBC, 22 octobre 2014, en russe.

⁹⁸ Marina Magaï, « [Une défenseur des droits de l'homme connue a été placée en détention préventive sur une accusation d'escroquerie](#) », *RosbusinessConsulting (RBK)*, 18 octobre 2014, en russe ; « [La défenseur des droits de l'homme Lioudmila Bogatenkova a déclaré qu'elle avait été l'objet d'un chantage](#) », *Novaâ Gazeta*, 23 octobre 2014, en russe.

habités. Selon le Général de division russe Youri Netkachev, « les Bulgares achèteront des F-16 aux Américains et donneront tous leurs avions soviétiques à l'armée ukrainienne. La Pologne et la Slovaquie qui utilisent aussi la technologie aérienne soviétique peuvent faire de même »⁹⁹.

Le péril d'une crise humanitaire

Une crise humanitaire menace les populations civiles du Donbass et de Crimée. Celles ayant choisi de rester dans les zones de combat manquent déjà du strict nécessaire, comme en témoigne une carte interactive présentant la situation ville par ville suivant divers indicateurs : les migrations, l'accès aux médicaments et aux denrées alimentaires, l'approvisionnement en eau, en gaz et en électricité, les transports dans la ville et avec les autres villes, la présence de pharmacies, d'écoles et d'hôpitaux¹⁰⁰. La situation sanitaire est des plus précaires. Les banques et la poste ne fonctionnent plus. Au Donbass, toute activité économique a cessé ; les mines sont inondées et inutilisables. De nombreux bâtiments sont détruits, de même que les systèmes de chauffage collectif. À la suite des « élections présidentielles » en « RPL » et en « RPD », le président ukrainien a ordonné, le 15 novembre, à tous les organismes publics ukrainiens d'évacuer ces territoires ; il a aussi fait interrompre le paiement des prestations sociales pour leurs habitants. Concrètement, cela signifie que les médecins, les enseignants, les policiers et les fonctionnaires payés par l'État ukrainien doivent quitter la « RPD » et la « RPL » s'ils veulent conserver leur emploi et continuer à percevoir leur salaire. Les personnes âgées ne peuvent plus se rendre dans des régions voisines, contrôlées par Kiev, pour toucher leur retraite ; il leur faut d'abord obtenir le statut de « personnes déplacées ».

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a vivement réagi à la décision du Président Poroshenko de priver la « RPD » et la « RPL » des ressources de l'État ukrainien. Il a reproché aux autorités ukrainiennes de vouloir étouffer le Sud-est du pays, tout en menaçant « de relancer une résolution du conflit par la force ». Quant aux séparatistes pro-russes, ils ont accusé « la junte de Kiev » de « génocide du peuple de Novorossia »¹⁰¹. Or les autorités russes n'ont, selon toute vraisemblance, aucune intention d'annexer le Donbass et de prendre en charge les populations qui y habitent. Elles sont confrontées aux répercussions du conflit en Russie, où près d'un demi-million de personnes originaires du Sud-est de l'Ukraine ont trouvé asile depuis le début des hostilités. À la fin du mois d'octobre 2014, 46.000 réfugiés étaient logés en Russie dans des lieux d'hébergement temporaires et 400.000 y vivaient par leurs propres moyens ; parmi eux, 226.000 avaient présenté une demande d'asile permanent ou temporaire à la Russie¹⁰². L'arrivée massive de ces réfugiés suscite des tensions avec la population locale dans les régions frontalières, en particulier dans la région de Rostov où, par ailleurs, des milliers de soldats ont été stationnés pendant des mois. Désemparés et ruinés, des réfugiés tentent de rentrer chez eux, en dépit des destructions, des difficultés liées à la guerre et de la poursuite des hostilités. Étant donné les difficultés colossales auxquelles font face les nouvelles autorités de la « RPD » et de la « RPL », il est à craindre qu'une zone de non-droit, où circuleraient des armes et des bandits de grand chemin, n'apparaisse le long de la frontière russe, venant ébranler les régions du Sud de la Russie, déjà réputées pour être parmi les plus instables et les plus corrompues du pays.

⁹⁹ Vladimir Mukhin, « [Washington est prêt à armer Kiev](#) », *Nezavisimâ Gazeta*, 10 octobre 2014, en russe.

¹⁰⁰ Voir la « [carte humanitaire de la situation et des besoins dans les régions de Donetsk et de Lougansk](#) ». <http://dopomozhemo.tv>

¹⁰¹ Vladimir Dergatchev, « [On coupe le Donbass de l'Ukraine](#) », *gazeta.ru*, 16 novembre 2014, en russe.

¹⁰² « [Près de 226 mille Ukrainiens ont demandé le statut de réfugié en Russie](#) », *Itar Tass*, 23 octobre 2014, en russe.

La menace nationaliste en Russie

Le Kremlin peut difficilement essuyer un échec en Ukraine ou faire marche arrière, car le camp nationaliste qui sort renforcé de cette période d'exaltation nationale ne le permettrait pas. Si les médias russes ont, des mois durant, présenté Maïdan comme un mouvement contrôlé par des « néonazis » et le renversement du Président Yanoukovitch comme un « coup d'état fasciste », ce n'était pas seulement pour disqualifier toute forme de contestation populaire et prévenir une contagion révolutionnaire en Russie. Ils cherchaient certainement aussi à discréditer les milieux nationalistes en Russie. Le paradoxe veut qu'en s'appropriant entièrement le discours conservateur et passéiste des nationalistes russes, ils aient, en réalité, consolidé leur assise politique. Des idéologues d'extrême droite très connus occupent désormais l'espace médiatique : l'écrivain eurasiste Alexander Douguine appelle à l'occupation de toute l'Europe pour y instaurer le pouvoir du tsar russe ; le publiciste national-bolchevique Alexandre Prokhanov, auteur des *Bruits de pas de la victoire russe* prône avec une emphase inégalée, la haine de l'ennemi et la beauté de la destruction.

Le paysage politique russe a beaucoup évolué depuis l'annexion de la Crimée et le déclenchement des hostilités dans l'Est de l'Ukraine. D'après Emile Pain, Directeur du Centre de Recherches régionales et ethno-politiques, le camp nationaliste tire son épingle du jeu et connaît de fortes mutations. Deux tendances se dégagent : d'un côté, les nationalistes « impérialistes », rêvant d'une restauration de l'empire et d'une expansion territoriale qui permette à la Russie de retrouver les frontières de l'empire russe d'avant 1917 ; de l'autre, les nationalistes « anti-impérialistes », aspirant à une renaissance nationale et préconisant l'isolement de la Russie. Ces derniers, qui ont des relais au plus haut niveau de l'État, souhaitent transformer la Russie, de telle sorte qu'elle cesse d'être un empire et devienne un État national. Une troisième tendance, moins importante, récuse le nationalisme russe fondé sur un critère ethnique. Rejetant le slogan « la Russie aux Russes ethniques », elle met en avant l'idée d'un nationalisme citoyen, fondé sur la référence à l'État russe¹⁰³. Ils ont tous en commun d'affirmer que la Russie doit suivre sa propre voie et que toute modernisation de type occidental lui est néfaste.

Entièrement tournée vers le passé, cette réaction conservatrice ne s'accompagne d'aucun projet positif, susceptible de servir de base de consolidation pour le pouvoir. C'est une tactique à courte vue, d'autant que le risque nationaliste ne vient pas que du côté russe. La Russie est un pays immense, d'une grande diversité ethnique et confessionnelle¹⁰⁴. Les « Russes ethniques » représentent environ 80% de la population. Leur proportion est bien moindre dans certaines régions frontalières du pays. Aussi le pouvoir ne peut-il pas aller trop loin dans l'instrumentalisation du nationalisme russe et du clergé orthodoxe sans risquer de s'aliéner les populations non russes et non orthodoxes. D'autres formes de nationalisme existent en Russie, en particulier parmi les élites des républiques autonomes. Le risque d'un morcellement de la Russie est pris très au sérieux. Les attaques coordonnées de djihadistes qui ont eu lieu à Grozny contre des forces de l'ordre, le 4 décembre 2014 – jour où le président russe présentait son adresse à la nation –, peuvent laisser

¹⁰³ Andreï Mozjukhin, « [La Russie vit actuellement dans une ère d'intemporalité](#) », *Russkaâ planeta*, 1^{er} novembre 2014, en russe.

¹⁰⁴ « [Les résultats définitifs du recensement de la population russe de 2010](#) », infographie mis en ligne sur le site de Ria Novosti en 2011. Pour une perspective historique de l'évolution démographique de la Russie, voir Pascal Marchand, *Atlas géopolitique de la Russie. La puissance retrouvée*, Paris, Autrement, 2012, pp. 34-35.

craindre un nouvel embrasement du Caucase¹⁰⁵. On estime à 3000 le nombre de Tchétchènes combattant aux côtés des troupes de « l'État islamique » en Syrie et en Irak. Plusieurs bataillons russes envoyés en Ukraine étaient composés de Tchétchènes fidèles au Président Ramzan Kadyrov. Plusieurs centaines d'indépendantistes tchétchènes, ayant reçu l'asile politique en Europe lors des deux guerres de Tchétchénie, auraient rejoint les volontaires ukrainiens pour en découdre avec eux et défendre la souveraineté de l'Ukraine.

■ LES MOYENS DE PRESSION DE LA RUSSIE

Les sanctions ne semblent pas avoir d'effets dissuasifs sur le Président Poutine. Isolé sur la scène internationale, écartelé entre différents groupes d'intérêts, confronté à des défis économiques d'envergure et des incertitudes militaires majeures, il voit sa marge de manœuvre se réduire inexorablement. Quels moyens d'action son régime peut-il mobiliser pour faire valoir ses vues et défendre ses intérêts ? Il dispose de plusieurs leviers de pression qui tous comportent des risques politiques pour l'Europe : des méthodes de hard power, susceptibles de porter atteinte à la stabilité et la sécurité du continent ; des méthodes de soft power, visant à saper la cohésion de l'UE et à ébranler les valeurs européennes. Il bénéficie également d'une grande capacité de nuisance, liée notamment à la dépendance énergétique de plusieurs pays européens. Cependant, le recours à chacun de ces moyens de pression implique un coût financier important. Étant donné les difficultés économiques actuelles, il n'est pas certain que le Kremlin puisse s'en servir longtemps.

Le hard power et les démonstrations de force

La Russie multiplie les formes d'intimidation et les démonstrations de force. Le 1^{er} septembre 2014, le Président Poutine affirmait au Président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, qu'il pouvait prendre Kiev en deux semaines. Le 15 octobre suivant, il déclarait à Belgrade : « Nous espérons que nos partenaires sont conscients qu'il est vain de tenter de faire chanter la Russie et qu'ils se rappelleront quelles conséquences peuvent avoir pour la stabilité stratégique des différends entre grandes puissances nucléaires »¹⁰⁶. Rappelons que, suivant la doctrine militaire russe adoptée en février 2010 comme suivant la nouvelle doctrine militaire, ratifiée et signée en décembre 2014 en remplacement de la précédente, « la Fédération de Russie se réserve le droit d'utiliser des armes atomiques en réponse à l'utilisation d'armes de destruction massive nucléaires et d'autres types contre elle et/ou ses alliés, et également en cas d'agression contre la Fédération de Russie impliquant l'utilisation d'armes conventionnelles *lorsque l'existence même de l'État est menacé* »¹⁰⁷. À son arrivée au sommet du G20 en Australie, en novembre 2014, le président russe était escorté par quatre navires de guerre de la flotte russe du Pacifique. Ces déclarations intempestives et ces rododromes s'accompagnent d'exercices militaires de grande ampleur. En 2014, l'armée russe a

¹⁰⁵ « [Grozny frappée par de violents affrontements](#) », *Le Figaro*, 4 décembre 2014 ; Ilya Azar, « ['Il a fallu se rappeler comment tirer'. Que s'est-il réellement passé à Grozny : le reportage du correspondant spécial de Meduza](#) », *Meduza*, 9 décembre 2014, en russe. Meduza est un journal russophone, créé en octobre 2014 à Riga, en Lettonie, par Galina Timchenko, qui a été limogée en mars 2014 de son poste de rédactrice en chef du journal russe Lenta.ru, par l'oligarque Alexander Mamut, allié du Président Poutine. G. Timchenko a quitté la Russie avec son équipe, constituée d'une vingtaine de journalistes.

¹⁰⁶ Natalia Raibman, « [Merkel a promis de présenter trois exigences à Poutine](#) », *Vedomosti*, 16 octobre 2014, en russe.

¹⁰⁷ « [Text of newly-approved Russian military doctrine](#) », traduction officielle de la doctrine militaire russe adoptée le 5 février 2010, mis en ligne sur le site du Carnegie Endowment for International Peace, 43 p., article 22 ; « [La doctrine militaire de la Fédération de Russie](#) », signée le 26 décembre 2014 par le Président Poutine, document officiel mis en ligne sur le site du Kremlin, non daté, en russe, 29 p., article 27, p. 12.

procédé à des essais de tirs de missile longue distance d'une portée de 6000 km. Elle s'est livrée à des manœuvres dans le Nord de l'Europe et à des exercices en Extrême Orient. En juillet 2014, 160.000 militaires, près de 1000 chars et autres blindés, 130 avions et hélicoptères de transport et de combat, ainsi que 70 navires de la flotte du Pacifique, ont pris part à un exercice en Extrême Orient¹⁰⁸.

La Russie accroît régulièrement ses dépenses de défense depuis plusieurs années. En 2013, elle occupait la troisième place dans le classement des pays en fonction des budgets de défense avec 87,8 milliards de dollars (soit 4,1% du PIB), après les États-Unis avec 640 milliards de dollars (soit 3,8% du PIB) et la Chine avec 188 milliards de dollars (soit 2% du PIB). Depuis 2010, la Russie promeut une politique ambitieuse de réarmement, qui s'élève à 500 milliards de dollars sur 10 ans et dont l'achat des deux navires de classe Mistral à la France est l'une des illustrations. En raison des sanctions et des difficultés économiques, les dépenses de défense qui devaient augmenter de 32,8% en 2015 ont été revues à la baisse ; elles restent toutefois élevées. D'après le budget prévisionnel, présenté en septembre 2014, elles devaient s'accroître de 21,2% en 2015 et de 7,8% en 2016, pour atteindre 3 trillions de roubles en 2015, ce qui équivalait alors à 71 milliards de dollars¹⁰⁹. Des politiciens russes de premier plan regrettent l'achat des mistrals à la France, estimant que la Russie n'a pas besoin de ces navires et que les sommes engagées auraient pu être utilisées de manière plus judicieuse¹¹⁰.

Le soft power et la force de nuisance

En tant qu'héritière de l'Union soviétique, la Russie a une certaine expérience des guerres non-déclarées, menées au nom de la paix et contre « l'impérialisme américain ». Elle dispose d'une forte capacité de nuisance dans l'espace post-soviétique. Elle soutient de longue date plusieurs enclaves sécessionnistes dans le but de maintenir son hégémonie régionale : la Transnistrie en Moldavie et l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie en Géorgie. Dans l'Est de l'Ukraine, les forces armées russes mènent une guerre hybride classique, dont le but n'est pas d'établir et de conserver le contrôle d'un territoire donné, mais de détruire le potentiel militaire et civil de l'adversaire au moyen d'opérations ciblées. Une fois l'objectif atteint, les troupes se retirent et se disloquent. Le chef d'état-major de l'armée russe, le général d'armée Valery Guérassimov (Gerasimov en anglais), qui occupe aussi le poste de vice-ministre de la Défense, définissait en 2013 sa conception de la guerre non-linéaire¹¹¹. Comme le note une éditorialiste russe, « la guerre hybride rappelle de façon étonnante les guerres du féodalisme tardif : un amalgame d'insurrections populaires, de soldats de fortunes et de maraudeurs ; l'envol des oies sauvages de la guerre à l'odeur du profit potentiel »¹¹². Ce type de conflit exige peu de moyens militaires conventionnels, un bon réseau de renseignement, des relais sur place et le soutien de la population. Les confins des États post-soviétiques constituent un terrain

¹⁰⁸ « [Pour la première fois depuis la période soviétique, les militaires procèdent à une vérification de grande ampleur de leurs capacités de combat](#) », *Itar Tass*, 16 juillet 2014, en russe.

¹⁰⁹ Alexei Nikolskiy, « [Les dépenses militaires augmenteront en 2015, comme c'était prévu, en dépit des problèmes économiques intérieurs et extérieurs](#) », *Vedomosti*, le 17 septembre 2014, en russe.

¹¹⁰ Pavel Aksionov, « [Il y a moins d'argent, mais la Russie continue à se réarmer](#) », *service russe de la BBC*, 9 octobre 2014 ; « [Rogozine : La Russie peut se passer des Mistrals](#) », *service russe de la BBC*, 22 septembre 2014

¹¹¹ Voir Mark Galeotti, « [The Gerasimov Doctrine and Russian Non-Linear War](#) », blog *In Moscow's Shadows. Analysis and Assessment of Russian Crime and Security*, mis en ligne le 6 juillet 2014. Il présente une traduction commentée de l'article de Valery Guérassimov, « [The Value of science in prediction](#) », publié en russe dans *Voenno-promyshlennyj kur'er* (VPK, Le Courrier militaro-industriel), n°8 (476), 27 février-5 mars 2013. Le sigle VPK fait référence au « complexe militaro-industriel ». www.vpk-news.ru www.inmoscowsshadows.wordpress.com

¹¹² Ekaterina Shulman, « [La guerre de l'époque du féodalisme tardif](#) », *solta.ru*, 5 septembre 2014, en russe.

propice, en raison de la grande pauvreté, de la faiblesse des États, de la porosité des frontières, de la corruption des autorités locales et de l'effacement des appartenances ethniques et citoyennes. D'après l'expert Mark Galeotti, Moscou gagnerait la guerre du renseignement en Ukraine¹¹³.

Le Kremlin développe activement depuis dix ans une stratégie de softpower¹¹⁴. Il dispose de relais d'opinion et de réseaux d'influence en Europe. Il entretient des relations suivies avec tous les partis d'extrême-droite, populistes et eurosceptiques en Europe¹¹⁵. En France, il a noué des liens avec certaines personnalités politiques, en particulier dans les milieux souverainistes de droite et de gauche, et entretient des relations suivies avec le Front national¹¹⁶. Il dispose également de moyens d'influence et de communication propres. Russia Today, la chaîne de télévision russe en langue anglaise, chargée de diffuser le discours officiel russe à l'étranger, possède un budget annuel de 350 millions de dollars. Suivant des données non-officielles, en 2014, elle aurait reçu 500 millions de dollars supplémentaires pour renforcer son influence en Ukraine et dans les pays occidentaux et devrait recevoir 750 millions de dollars en 2015. L'agence Rossiâ Sevodnâ (Russie Aujourd'hui), qui chapeaute les activités des médias officiels russes à l'étranger, verrait son budget multiplié par 2,5 en 2015¹¹⁷. Elle s'est dotée, en janvier 2015, d'une chaîne d'information en français.

Les limites de l'atout énergétique

Enfin, Moscou dispose d'un dernier levier de pression : la dépendance énergétique de l'Ukraine et de certains pays européens¹¹⁸. Si importante soit-elle, cette dépendance doit être relativisée : étant donné la part que représente les exportations d'hydrocarbures dans le budget de l'État russe, il serait plus exact de parler d'interdépendance. À cet égard, l'exemple de l'Ukraine est particulièrement éclairant. En novembre 2013, Moscou a considérablement baissé les prix du gaz pour inciter le président ukrainien d'alors à renoncer à l'accord d'association avec l'Union européenne. Le 1^{er} avril 2014, suite à l'annexion de la Crimée, Gazprom a annulé ce rabais et augmenté le prix du gaz livré à l'Ukraine, qui est passé de 268 dollars à 385,5 dollars pour 1000 m³ (en 2009, la Première-ministre Yulia Timoshenko avait obtenu un rabais en échange de la prolongation de 25 ans du bail de la base de la flotte de la mer Noire à Sébastopol). Peu après,

¹¹³ Mark Galeotti, « [Moscow's Spy Game. Why Russia Is Winning the Intelligence War in Ukraine](#) », *Foreign Affairs*, 30 octobre 2014.

¹¹⁴ Sur les stratégies de soft power russes en France, voir les travaux de Tatiana Kastouéva-Jean, chercheuse à l'Institut français des Relations internationales (IFRI), où elle dirige le centre Russie-NEI. Tatiana Kastouéva-Jean, « Le soft power russe est-il mort en Ukraine ? », *Diplomatie*, Les grands dossiers, n°21, juin-juillet 2014, pp. 46-47 ; du même auteur, « [Soft power russe : discours, outils, impact](#) », *Russie.Nei.Reports*, n°5, octobre 2010, 29 p. Voir aussi le point de vue du politologue russe Fiodor Loukianov, « Les paradoxes du soft power russe », *La revue internationale et stratégique*, n°92, hiver 2013, pp. 147-156.

¹¹⁵ A ce sujet, voir l'enquête circonstanciée d'Anton Shekhovtsov, « [The Kremlin's marriage of convenience with the European far right](#) », *Open Democracy*, 28 avril 2014 ; ainsi que Tony Paterson, « [Putin's far-right ambition: Think-tank reveals how Russian President is wooing – and funding – populist parties across Europe to gain influence in the EU](#) », *The Independent*, 25 novembre 2014. Fondé en 2001, le site « Open Democracy. Free Thinking for the World » est une plateforme indépendante à but non lucratif qui cherche à promouvoir les droits de l'homme et la démocratie. www.opendemocracy.net

¹¹⁶ Marina Turchi, « [Le Front national décroche les millions russes](#) », *Mediapart*, 22 novembre 2014 ; Isabelle Mandraud, « [Deux hauts responsables russes en guest stars au congrès du FN](#) », *Le Monde*, 29 novembre 2014.

¹¹⁷ Viatcheslav Gousarov, « [La propagande du Kremlin renforce son influence sur son auditoire étranger](#) », *Informatsionnoe soprotyvlenie*, 6 novembre 2014, en russe. L'auteur est un expert ukrainien, affilié au Centre de Recherches politiques et militaires. Le site *Informatsionnoe soprotyvlenie* (Résistance par l'information) est un site ukrainien avec pour mission de « collecter, vérifier et diffuser des informations opérationnelles concernant l'invasion de l'Ukraine par la Russie » et pour objectif « d'opposer des faits aux mensonges de la propagande russe et de rendre compte de la réalité des événements dans l'espace médiatique ». www.sprotyv.info/ru

¹¹⁸ Lucia Seybert interviewée par Mary Elizabeth Malinkin, « [Eastern Europe's Dependence on Russian Pipelines: Reconciling Energy Needs with Sovereignty](#) », Wilson Center, Washington, 25 août 2014.

Gazprom a de nouveau augmenté ses prix, demandant 485 dollars pour 1000 m³. Le 16 juin, la Russie a cessé ses livraisons de gaz à l'Ukraine, exigeant le paiement immédiat d'une partie (1,95 milliard de dollars) de sa dette vis-à-vis de Gazprom, qu'elle estimait, après la série d'augmentations unilatérales, à 5,3 milliards de dollars. Les autorités ukrainiennes ont rejeté ces conditions, reprochant à la partie russe d'avoir augmenté les prix du gaz pour des raisons politiques et de fixer un prix supérieur aux standards européens.

En octobre 2014, lors du sommet de Milan, Vladimir Poutine a mis en garde les Européens contre de « grands risques » de perturbation des livraisons de gaz l'hiver suivant, faute d'accord avec l'Ukraine sur cette question. Finalement, la compagnie russe Gazprom et la compagnie ukrainienne Naftogaz sont tombées d'accord à la fin du mois d'octobre. Gazprom a accepté de baisser ses prix de 485 dollars à 378 dollars pour 1000 m³ pour les derniers mois de l'année 2014, soit un prix supérieur à celui pratiqué avec les pays de « l'étranger lointain » (qui est de 366 dollars en incluant le coût du transport). Il a également accepté de fixer la dette de l'Ukraine à 3,1 milliards de dollars, et non à 5,3 milliards de dollars. Le litige concernant les 2,2 milliards restants sera porté devant une cour d'arbitrage. Ces concessions peuvent de prime abord surprendre. Si la compagnie Gazprom, qui est une société anonyme dont l'État russe détient 50% des actions + 1, a accepté ce compromis, c'est qu'elle fait face à une chute vertigineuse des exportations vers les pays de « l'étranger proche ». Ses exportations sont passées de 5,6 à 1,8 milliards de m³ entre septembre 2013 et septembre 2014, en raison de la baisse des exportations vers l'Ukraine. Pour Gazprom, la perte de 4 milliards de m³ de gaz est considérable. De plus, l'Ukraine a démontré qu'elle pouvait trouver des substituts au gaz russe, en limitant sa consommation, en bénéficiant des versements des pays de l'UE, en passant au charbon et au mazout et en utilisant les stocks accumulés dans ses réserves. Pour résumer, Gazprom a déjà perdu d'importantes parts de marché en Ukraine. En 2013, elle a vendu à l'Ukraine 25,8 milliards de m³, contre 50 milliards de m³ par an il y a 6 ou 7 ans. En 2014, elle devrait vendre environ 16 milliards de m³ de gaz, soit une baisse l'ordre de 10 milliards de m³ par rapport à l'année précédente. Cela représente une perte de revenu de l'ordre de 3,5 milliards de dollars sur l'année 2014¹¹⁹. À ces pertes considérables s'ajoutent celles liées au fait que Gazprom a limité ses exportations vers les pays européens à leur niveau contractuel minimal pour éviter qu'ils ne reversent leurs excédents à l'Ukraine. Les exportations de gaz vers « l'étranger lointain » ont baissé de 22% en septembre et de 17% en octobre par rapport à l'année précédente, ce qui représente une perte de l'ordre de 1,5 milliards de dollars pour ces deux mois seulement.

Autre signe de l'affaiblissement de l'atout énergétique : le Président Poutine a annoncé, le 1^{er} décembre 2014 à Ankara, l'abandon par Gazprom du gazoduc South Stream. South Stream devait traverser le district d'Anapa, situé sur le littoral occidental de la Russie, non loin de la mer d'Azov, et rejoindre la Bulgarie par la mer Noire. Commencée en 2012, sa construction devait s'achever en 2015. La Commission européenne l'avait interrompue en Bulgarie, car les termes du contrat n'étaient pas conformes aux réglementations de l'UE sur la libre concurrence. L'abandon soudain et définitif de South Stream, tout comme le projet de substitution via la Turquie, ne laissent d'étonner : South Stream devait permettre à la Russie de diversifier ses débouchés en Europe et de réduire sa dépendance à l'égard des pays de transit, notamment de l'Ukraine ; il a nécessité des investissements lourds de la part de Gazprom, en particulier la construction en Russie d'un pipeline terrestre, appelé "Corridor du Sud", dont le coût, plusieurs fois revu à la hausse, est estimé à 37

¹¹⁹ Vladimir Milov, « [Comment Gazprom a perdu des milliards en Ukraine](#) », *RosBusinessConsulting* (RBK), 10 novembre 2014, en russe. L'auteur est Directeur de l'Institut de Politique énergétique à Moscou.

milliards de dollars. De plus, le nouveau projet de gazoduc via la Turquie, qui a été baptisé Potok semble peu attractif et difficilement réalisable. La Turquie a déjà entrepris la construction d'un autre gazoduc, baptisé TANAP, qui transportera le gaz azerbaïdjanais, puis turkmène, en Italie via l'Albanie. Elle a fait savoir que TANAP avait la priorité sur Potok qui suivra un tracé distinct¹²⁰. Enfin, pour atteindre l'Europe, Potok devra trouver un point d'entrée, qui sera sans doute la Bulgarie. La Commission européenne soulèvera alors les mêmes objections concernant la législation anti-trust¹²¹. Cette décision inattendue de la part du Président russe peut donner lieu à diverses interprétations. Gazprom a peut-être été contraint de renoncer à ce projet par manque de fonds. La compagnie chargée de la construction de South Stream appartenant à l'oligarque Arkadi Rotenberg, on ne peut pas exclure que cette décision soit liée à des conflits d'intérêt. Enfin, étant donné que South Stream devait passer près de la Crimée et des zones de combat en Ukraine, on ne peut tout à fait exclure non plus que ce renoncement résulte de considérations militaires, qu'il soit, en d'autres termes, un signe avant-coureur d'une extension à venir des combats.

■ QUE FAIRE ?

Que faire ? Question russe par excellence, posée en son temps par Lénine et avant lui par le révolutionnaire utopiste et nihiliste Tchernychevski. Ces deux évocations suffisent à rappeler la tradition de violence politique en Russie. Pour commencer sans doute faut-il prendre la mesure du danger. Le régime russe actuel représente une menace pour la paix et la sécurité en Europe. Cette menace est d'autant plus grande que les sanctions occidentales fragilisent l'économie, assèchent les réserves et laissent peu d'options politiques au régime. L'économie russe, qui repose sur la rente pétrolière, résiste mal aux sanctions occidentales et à la chute vertigineuse du prix du pétrole. La dévaluation du rouble s'est vivement accélérée au mois de décembre 2014. Une remontée du prix du pétrole n'est pas exclue, les États-Unis ayant déjà décidé de fermer certains puits. Cependant, selon des experts russes, ce rebond – improbable dans l'immédiat – ne suffirait pas à enrayer la dépréciation du rouble. Dans ces conditions, l'État russe pourra-t-il encore longtemps absorber le coût de l'empire ? Il y a d'abord les frais afférents à l'annexion de la Crimée et à la guerre en Ukraine ; il y a ensuite les avantages financiers accordés aux pions avancés dans l'espace post-soviétique, en Abkhazie, en Ossétie du Sud, en Transnistrie et désormais dans les « Républiques populaires » de Donetsk et de Lougansk. Le morcellement des territoires du Sud-ouest de l'Ukraine, soumis à la loi de chefs de guerre, se poursuit, tandis que des forces d'élite de l'armée russes auraient commencé à arrêter (ou liquider) des combattants « pro-russes » locaux¹²².

En somme, l'annexion de la Crimée a auguré en Russie une période de récession, d'incertitude et de fermeture au monde. Elle a ruiné les accomplissements réalisés depuis le début des années 2000 et enclenché un processus que Vladimir Poutine n'est pas en mesure d'interrompre. Partant de ce constat, on peut estimer qu'il y a un risque élevé d'escalade militaire en Ukraine et de déstabilisation politique en Russie¹²³. À court terme, il paraît opportun que les pays de l'UE, de concert avec l'OTAN, améliorent leurs capacités de réaction rapide et se préparent aux pires scénarii

¹²⁰ « [Turquie : La priorité pour nous est le gazoduc TANAP et non le russe](#) », *Rosbalt*, 10 décembre 2014, en russe.

¹²¹ Mikhaïl Krutikhin, « [Le renoncement à South Stream est-il rentable pour la Russie](#) », *RosBusinessConsulting (RBK)*, 2 décembre 2014, en russe ; Margarita Papchenkova, Anastasia Agamalova, « [Poutine a annoncé l'arrêt de South Stream, dans lequel Gazprom a investi 5 milliards de dollars](#) », *Vedomosti*, 1^{er} décembre 2014, en russe.

¹²² « [Des arrestations de masse de combattants ont commencé en RPD](#) », *Glavpost*, 10 décembre 2014, en russe.

¹²³ Cf. Lilia Shevtsova, « [Putin Ends the Interregnum](#) », *The National Interest*, 28 août 2014.

militaires, notamment à l'éventualité d'une invasion massive de l'Ukraine. Certains analystes vont jusqu'à envisager la possibilité d'une déstabilisation de l'Estonie et de la Moldavie, voire du nord du Kazakhstan. Il faudrait aussi réfléchir à la meilleure manière de contrecarrer un danger plus pernicieux, mais non moins réel : celui que représente l'appareil de propagande russe. Le régime russe s'attache à discréditer le projet européen, à affaiblir les institutions démocratiques des pays de l'UE et à porter atteinte aux valeurs européennes, fondées, comme le rappelait Antoine Arjakovsky du Collège des Bernardins, sur la foi en la force du droit et sur le respect de la personne humaine¹²⁴. Il dispose, ce faisant, de moyens financiers conséquents et de l'expérience de subversion et de manipulation de l'opinion, acquise pendant la période soviétique.

À moyen terme, il serait possible d'établir un rapport de force multidimensionnel : réviser les objectifs de la Politique de Sécurité et de Défense Commune, de façon à lui adjoindre une capacité de dissuasion conventionnelle, ou encore promouvoir une politique énergétique concertée, de manière à diminuer la dépendance des pays membres les plus vulnérables. Les sanctions économiques s'inscrivant dans la durée, il faudrait encourager le dialogue entre les pays de l'UE et étudier les pertes que les sanctions impliquent pour chaque État membre. Parallèlement, il est primordial de commencer à réfléchir aux voies possibles d'une sortie de crise. Il est nécessaire de tenir des canaux de discussion ouverts. Parvenir à un consensus sur la conduite à tenir vis-à-vis de la Russie demandera des efforts de concertation importants au niveau européen, tant les points de vue divergent et tant les pays d'Europe de l'Est sont aujourd'hui inquiets pour leur sécurité. Renouer le dialogue avec la Russie ne sera pas simple non plus. Pour y parvenir, il faut s'attacher à comprendre, d'une part, la perte de repères et la désespérance sociale que l'effondrement de l'Union soviétique a entraînées dans la population, en particulier aux confins de ce territoire immense, et, d'autre part, le poids de l'héritage soviétique dans la culture politique russe, qui reste très éloignée des standards contemporains en Europe. Comme le remarque le politologue Youri Fedorov, « aujourd'hui les dirigeants qui sont populaires en Europe sont ceux qui résolvent des tâches concrètes. Ils ne sont pas hauts en couleurs. Ce sont des managers normaux. Pour l'establishment russe, un dirigeant est un chef (le terme utilisé (*vojd*) est l'équivalent sémantique de *fürher* ; il servait à désigner Staline ou Lénine – CM), qui doit les mener quelque part, transformer quelque chose, écraser quelqu'un, ériger quelque chose »¹²⁵. À cet égard, les transformations politiques qui s'opèrent depuis le début de la mobilisation EuroMaïdan en Ukraine – pays ayant le même héritage soviétique et ayant aussi été très durement éprouvé au XXème siècle – laissent de l'espoir.

Avec le recul du temps, on appréciera sans doute l'utilité des sanctions contre la Russie à l'aune du succès des réformes politiques et économiques en Ukraine. Fort de cette conviction, le financier et philanthrope américain Georges Soros, honni des dirigeants russes, appelait, à la veille des élections législatives ukrainiennes d'octobre 2014, à mettre en œuvre un plan Marshall pour l'Ukraine¹²⁶. Si les sanctions permettent de contenir les velléités belliqueuses de la Russie, de façon à laisser à l'Ukraine la possibilité de s'arrimer à l'Europe, de réformer ses institutions et d'instaurer un État de droit, on pourra considérer qu'elles auront rempli leur fonction¹²⁷.

¹²⁴ Antoine Arjakovsky, « [Ouvrons les yeux sur la Russie de Vladimir Poutine](#) », *Le Figaro*, 6 novembre 2014.

¹²⁵ « [Cinquième Étage : Que s'est-il passé avec la langue diplomatique ?](#) », *service russe de la BBC*, 2 décembre 2014. Il s'agit d'une interview de Youri Fedorov dans le cadre de l'émission « Cinquième Étage », animée par Mikhaïl Smotriakov. Youri Fedorov est associé au think tank russe PIR Center (Centre d'Études politiques), spécialisé dans la sécurité internationale, la dissuasion nucléaire et le désarmement. [www.pircenter.org](#)

¹²⁶ George Soros, « [Wake up, Europe](#) », *The New York Review of Books*, 23 octobre 2014.

¹²⁷ Cf. Will Ritter, « [Obama playing the long game against Putin in Ukraine](#) », *Kyiv Post*, 7 décembre 2014.

■ POUR ALLER PLUS LOIN

Voici quelques suggestions de lecture pour qui voudrait mieux comprendre le système politique russe actuel, les grandes orientations de sa politique étrangère et les enjeux de l'interdépendance énergétique entre la Russie et l'Union européenne.

Sur la politique étrangère russe :

- Roger E. Kanet, Rémi Piet, *Shifting Priorities in Russia's Foreign and Security Policy*, Burlington, VT, Ashgate, 2014.
- Angela E. Stent, *The Limits of Partnership. US-Russian Relations in the Twenty-First Century*, Princeton, Oxford, Princeton University Press, 2014.
- Anne de Tinguy (dir.), *Moscou et le monde. L'ambition de la grandeur : une illusion ?*, Paris, Autrement, 2008.

Sur les arcanes du pouvoir russe :

- Karen Dawisha, *Putin's Kleptocracy: Who Owns Russia?*, New York, Simon and Schuster, 2014. Voir la recension d'Anne Applebaum, « [How He and His Cronies Stole Russia](#) », *The New York Review of Books*, 18 décembre 2014.
- Lilia Shevtsova, *Lonely Power: Why Russia Has Failed to Become the West and the West is Weary of Russia*, Washington, Moscou, Carnegie Endowment for International Peace, 2010, traduit du russe par Antonina W. Bouis. Le livre peut être consulté en suivant [ce lien](#).
- Marie Mendras, *Russian Politics. The Paradox of A Weak State*, Londres, Hurst et Columbia University Press, 2012 ; Marie Mendras, *Comment fonctionne la Russie ? Le politique, le bureaucrate et l'oligarchie*, Paris, Autrement, 2003.

Sur la compétition énergétique :

- Roger E. Kanet, *Competing for Influence: The EU and Russia in Post-Soviet Eurasia*, Dordrecht, Hollande, Republic of Letters, 2012.
- Aurélie Bros, « [Gazprom in Europe: A Business Doomed to Fail ?](#) », *Russia.Nei.Reports*, n°18, IFRI, Russia-NIS Center, juillet 2014.
- Tatiana Mitrova, « [Russian LNG : The Long Road to Export](#) », *Russia.Nei.Reports*, n°16, Institut français de relations internationales (IFRI), Russia-NIS Center, décembre 2013.

Sur les questions militaires et stratégiques :

- Isabelle Facon, « Défense russe : priorités, avancées, incertitudes », *Diplomatie*, Les grands dossiers, n°21, juin-juillet 2014, pp. 68-72 ; du même auteur, « La réforme militaire russe : avancées et controverses », *Russie 2013. Regards de l'Observatoire franco-russe*, Paris, Recherche Midi, 2013.
- Elena Morenkova-Perrier, « Les principes fondamentaux de la pensée stratégique russe », Laboratoire n°22, IRSEM, 2014. Pour consulter le document, suivre [ce lien](#).
- Le dossier d'actualité de la Fondation pour la Recherche Stratégique: [Un an après, la crise en Ukraine](#), décembre 2014.

LES SANCTIONS CONTRE LA RUSSIE ONT-ELLES UN EFFET DISSUASIF ?

Depuis l'annexion de la Crimée, en mars 2014, la Russie a été l'objet de plusieurs vagues de sanctions. Avant de démêler l'écheveau de la crise ukrainienne et de tenter de cerner les intentions de Moscou, sans doute faut-il en évaluer l'impact économique et socio-politique. Conjuguées à la baisse soudaine du cours du pétrole, les sanctions entraînent une réduction des ressources de l'État et une détérioration marquée de la situation financière du pays. Elles ébranlent les fondements du contrat social et altèrent les rapports de pouvoir au sein de l'establishment russe. Ont-elles pour autant l'effet dissuasif recherché sur le président russe et son proche entourage ? De quelle latitude disposent-ils sur le plan intérieur ? Quels moyens de pression peuvent-ils activer sur le plan international pour obtenir une levée ou un assouplissement des sanctions ?

Céline MARANGÉ



École Militaire
1, place Joffre – Case 38 - 75700 Paris SP 07
<http://www.defense.gouv.fr/irsem>